



# DE L'ASSIETTE À LA PLANÈTE

L'alimentation, moteur de l'action climatique  
des collectivités locales

# DE L'ASSIETTE À LA PLANÈTE

## REMERCIEMENTS

Ce rapport a été élaboré grâce au soutien de tous les membres du panel d'IPES-Food et, plus particulièrement, grâce aux précieuses contributions de Raj Patel, Molly Anderson, Emile Frison, Jane Battersby, Elisabetta Recine, Lim Li Ching, Jennifer Clapp, Desmond McNeill, et Phil Howard. Les travaux de recherche ont été soutenus par Pablo Thorne, Oriana Lopez, Isabella Steinhauer, Fernanda Caceres, David Cruz, David Freid, Kathleen Hillery, Emily Ibarra, Jamie Kim, Dreek Morgan, Sabrina Page, Michael Santulli et Christian Widjaja. Charlotte Flechet a réalisé une révision externe du rapport et apporté un éclairage constructif. Nous sommes reconnaissants envers Nourish Scotland, Pete Ritchie et Sofie Quist pour leur soutien et le partenariat établi dans le cadre de la déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat. Nous remercions tous les signataires de la déclaration de Glasgow d'avoir donné de leur temps pour répondre à notre enquête et d'avoir partagé leur expertise lors de nos entretiens. Nous les remercions tout particulièrement pour leur engagement infatigable en faveur du changement des systèmes alimentaires.

**Responsables de projet:** Nicole Pita, Chantal Wei-Ying Clément

**Traduction:** Céline Perodeaud

**Photo de couverture:** Brooklyn Grange Rooftop Farm, [www.brooklyngrangefarm.com](http://www.brooklyngrangefarm.com)

Approuvé par le panel d'IPES-Food, novembre 2023.

**Citation:** IPES-Food, 2023. De l'assiette à la planète : l'alimentation, moteur de l'action climatique des collectivités locales

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Messages clés</b>	<b>4</b>
<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>1. Pourquoi les engagements nationaux d'atténuation climatique sont insuffisants et ignorent les systèmes alimentaires</b>	<b>12</b>
1.1 Absence d'approches intégrées portant sur l'ensemble du système alimentaire	13
1.2 Absence d'engagements mesurables	16
1.3 Absence de politiques de planification et de mise en œuvre multi-acteurs et multi-niveaux	18
<b>2. Sept méthodes adoptées par les collectivités locales pour transformer les systèmes alimentaires afin de lutter contre le changement climatique</b>	<b>20</b>
2.1 Planifier des politiques alimentaires et climatiques par le biais de processus participatifs et d'une collaboration intersectorielle	21
2.2 Mettre en place des dispositifs efficaces de planification, de suivi et d'évaluation	22
2.3 Soutenir l'agriculture durable et les circuits courts	23
2.4 Veiller à ce que des régimes alimentaires sains et durables soient disponibles, accessibles et désirables	24
2.5 Utiliser les marchés publics pour favoriser la production et la consommation durables	25
2.6 Réduire les déchets alimentaires et améliorer la gestion des déchets	26
2.7 Tirer parti des partenariats et des réseaux d'apprentissage	27
<b>Conclusion and recommandations</b>	<b>29</b>

# MESSAGES CLÉS

L'action mondiale contre la crise climatique est loin d'avoir l'ampleur et le niveau d'engagement requis pour limiter le réchauffement à 1,5°C. Pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris, il est indispensable de prendre d'urgence des mesures ambitieuses pour transformer les systèmes alimentaires. Face aux lacunes des gouvernements nationaux, ce rapport montre comment les villes et les collectivités locales jouent un rôle pionnier dans la mise en œuvre de politiques alimentaires et climatiques, en présentant de multiples exemples inspirants provenant du terrain. Ce rapport constate que :

- Les collectivités locales réduisent les émissions en promouvant une alimentation saine et durable, en réduisant le gaspillage alimentaire, en encourageant les circuits courts, en soutenant la transition vers l'agriculture biologique, et en veillant à ce que leurs résidents les plus démunis puissent avoir accès à des denrées alimentaires saines et durables. Ces politiques réduisent les émissions de gaz à effet de serre tout en procurant des bienfaits sur la santé et de multiples avantages sociaux, économiques et environnementaux.
- **Ces politiques locales holistiques, capables de réduire les émissions, présentent un modèle d'action en matière d'alimentation et de climat** dans lequel la justice sociale, la participation et la responsabilisation des acteurs sont placées au cœur de l'action climatique.
- Les collectivités locales continuent d'avancer malgré les nombreux écueils auxquels elles se heurtent : ressources limitées, pouvoir politique restreint, crises du COVID et du coût de la vie, etc. **Les villes et les régions doivent recevoir plus de soutien et de reconnaissance pour leur travail**, qui est peu reconnu par les gouvernements nationaux et trop souvent négligé dans les négociations internationales sur le climat.
- **L'ampleur de ces initiatives au niveau local contraste fortement avec la faiblesse et le caractère fragmenté des actions menées par les gouvernements nationaux en matière d'alimentation et de changement climatique**, comme en témoigne l'insuffisance des plans climatiques nationaux présentés dans le cadre de l'Accord de Paris, où les systèmes alimentaires sont régulièrement ignorés. Les plans qui existent négligent d'adopter des approches intégrées portant sur l'ensemble du système alimentaire, manquent de coordination entre les niveaux de gouvernance locaux, régionaux et nationaux, et omettent souvent de proposer des engagements mesurables.

**Pour avoir une chance de limiter le réchauffement climatique, il est urgent d'amorcer la transition vers des systèmes alimentaires durables. Les gouvernements nationaux devraient :**

- 1. Prendre pour modèle ou s'inspirer de l'exemple des villes et des collectivités locales** pour élaborer les politiques nationales en matière d'alimentation et de climat.
- 2. Travailler en coordination avec les villes et les collectivités locales**, et leur octroyer davantage de fonds pour qu'elles puissent agir en faveur de l'alimentation et du climat, en élargissant progressivement le champ d'action à l'ensemble des villes et des régions.
- 3. Saisir l'opportunité du bilan de l'Accord de Paris lors de la COP 28 pour réviser les engagements nationaux climatiques afin d'y inclure systématiquement les systèmes alimentaires et l'action locale.**



Credit: Rikolto Indonesia

# INTRODUCTION

La petite fenêtre d'opportunité dont dispose le monde pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C se referme rapidement. Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), publié en mars 2023 sur la crise climatique, sonne comme un sévère avertissement et un ultime appel à l'action. Le rapport souligne que le réchauffement climatique est déjà en train de causer de lourdes pertes humaines, de détruire la nature et d'appauvrir le monde. Les catastrophes se multiplient à mesure que les températures augmentent, entraînant des dommages sans précédent pour les populations, l'économie, l'environnement et la sécurité alimentaire. Les femmes, les jeunes, les populations urbaines issues de milieux défavorisés, les petits

exploitants agricoles et les communautés autochtones en sont les premières victimes.<sup>1</sup> **Seule une réduction substantielle et rapide des émissions de gaz à effet de serre permettra de limiter ces impacts.**

**Les systèmes alimentaires sont à la fois coupables et victimes de cette crise. Ils subissent de plein fouet les impacts du changement climatique tout en étant responsables d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre** (voir l'infographie 1 qui décrit en détail les émissions liées aux systèmes alimentaires). L'agriculture et le changement d'affectation des terres qui y est associé, sont les principaux facteurs d'émissions du système alimentaire, générant un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre.<sup>2i</sup>

<sup>i</sup> Les émissions provenant de l'agriculture englobent l'aquaculture, l'agriculture et le secteur des intrants tel que les engrais. Les émissions liées au changement d'affectation des sols comprennent la déforestation et la dégradation des sols et des tourbières.

La plupart de ces émissions sont générées par la destruction d'écosystèmes préservés et la conversion des terres en grandes cultures, qui se distinguent par leur forte consommation d'intrants de synthèse et de ressources. Les monocultures industrielles représentent 67 % de la déforestation liée à l'agriculture. La plupart se situent dans des pays en développement et servent à générer des produits d'exportation pour l'alimentation humaine et animale comme le soja, le maïs, l'huile de palme et le bétail.<sup>3</sup> Les intrants chimiques utilisés pour les monocultures comprennent les engrais et les pesticides de synthèse qui sont des dérivés du pétrole. Ces intrants génèrent donc des émissions à deux reprises : lorsqu'ils sont produits en usine et lorsqu'ils sont appliqués au champ. Les engrais azotés de synthèse sont à eux seuls responsables d'environ 2 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ce qui dépasse les émissions de l'aviation commerciale.<sup>4</sup>

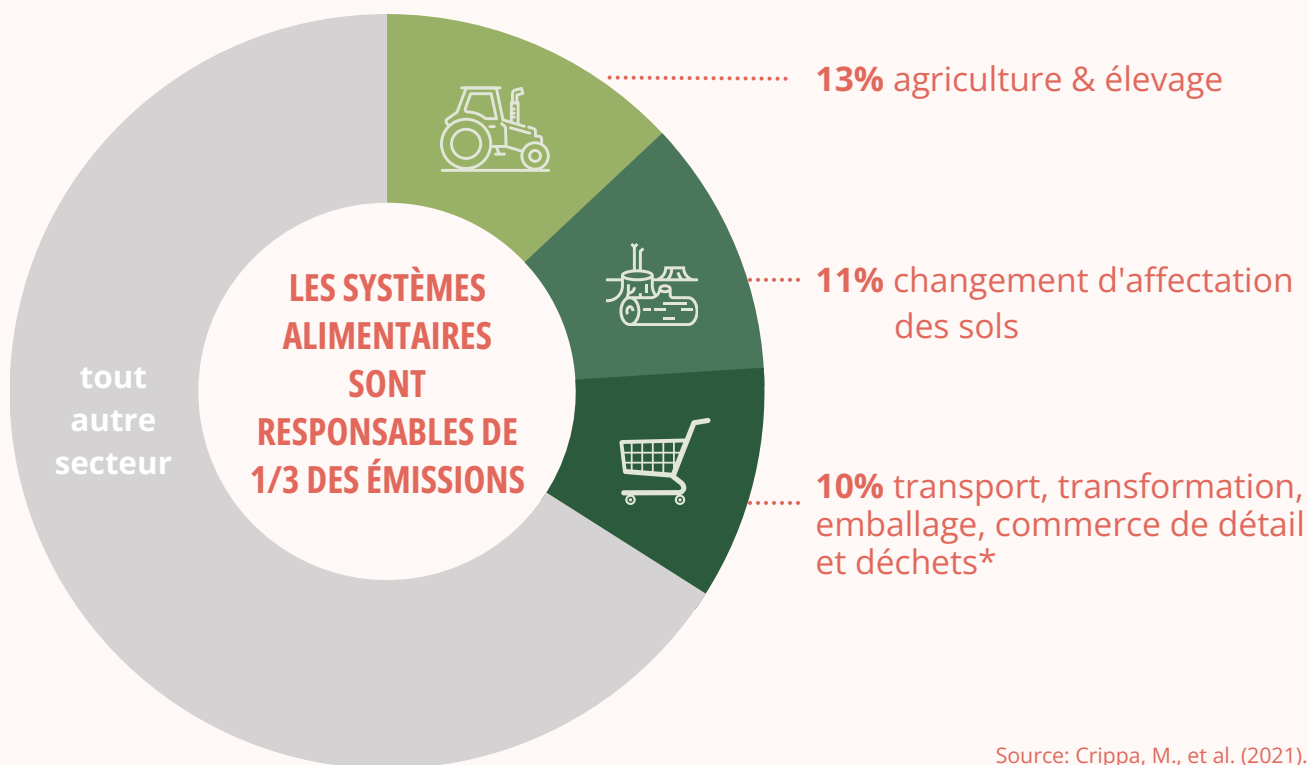
Indépendamment de la production agricole, le système alimentaire génère 10 % des émissions

mondiales de gaz à effet de serre. Ces émissions résultent de toutes les activités post-production, notamment le transport, la transformation des produits, l'emballage, la commercialisation et les déchets. En outre, les émissions liées aux déchets alimentaires sont probablement sous-estimées. Un tiers des aliments est soit perdu pendant la récolte, le stockage, le transport, la transformation et la vente, soit jeté par les consommateurs.<sup>5</sup> Par ailleurs, un rapport récent a révélé que les émissions qui sont associées aux pertes pré- et post-récoltes et au gaspillage alimentaire (cycle de vie complet) pourraient représenter jusqu'à 50 % des émissions du système alimentaire.<sup>6</sup>

**Outre les émissions de gaz à effet de serre, les systèmes de production industrielle dégradent les sols, les forêts, l'eau et la qualité de l'air, et constituent le principal facteur de destruction des écosystèmes et de la biodiversité.<sup>7</sup> Les crises liées à la perte de biodiversité, la dégradation des terres et le changement climatique se renforcent mutuellement et prennent racine dans les mêmes**

#### INFOGRAPHIE 1

## Total des émissions mondiales de gaz à effet de serre



Source: Crippa, M., et al. (2021).



*\*De nouvelles études révèlent que les émissions dues aux déchets alimentaires pourraient être largement sous-estimées. Une récente analyse du cycle de vie complet des pertes et déchets alimentaires montre que leurs émissions peuvent représenter jusqu'à 50 % des émissions des systèmes alimentaires (Zhu et al., 2023).*

sources. La dégradation des terres et la destruction des écosystèmes, provoquées par les extrêmes climatiques et la conversion des terres, nuisent à la nature dans sa capacité à réguler les émissions de gaz à effet de serre et à se prémunir contre les conditions météorologiques extrêmes, accélérant ainsi le changement climatique et augmentant la vulnérabilité face à ce dernier.<sup>8</sup> Ensemble, ces crises simultanées compromettent également la sécurité alimentaire et perturbent les conditions de vie des agriculteurs. En les rendant plus vulnérables et moins résilients aux chocs, ces crises rendent difficile l'adaptation au changement climatique.

**Nos systèmes alimentaires non durables sont également l'un des principaux responsables de la pauvreté et du surendettement dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.**<sup>9</sup> De

nombreux pays sont de plus en plus dépendants des importations de denrées alimentaires, de carburants et d'engrais, conformément à un modèle de développement agricole mondial qui encourage la spécialisation dans les produits d'exportation. Cette situation a porté atteinte à la sécurité alimentaire en érodant la production alimentaire locale, en marginalisant les petits exploitants et en rendant les pays vulnérables à la flambée des prix des denrées alimentaires sur le marché mondial, tout en détournant les ressources des pays du Sud. Au cours des deux dernières années, la hausse vertigineuse des coûts d'importation, combinée à l'augmentation des taux d'intérêt et à l'aggravation des effets du climat, a provoqué la pire crise de la dette de ces 60 dernières années. En conséquence, les coûts du service de la dette éclipsent les dépenses consacrées à la résilience climatique et à d'autres investissements cruciaux.

**Enfin, les systèmes alimentaires actuels sont la cause principale de décès prématurés, ce qui est principalement imputable à la sous-nutrition et aux régimes alimentaires déséquilibrés.**<sup>10</sup> En 2021, plus de 3,1 milliards de personnes dans le monde, soit près de la moitié de la population mondiale, n'avaient pas les moyens pour accéder à une alimentation saine.<sup>11</sup> Les régimes alimentaires déséquilibrés, répandus dans les zones urbaines et en augmentation dans les zones rurales, sont responsables d'un plus grand nombre de décès que tout autre risque sanitaire (y compris le tabagisme et la toxicomanie), entraînant 11 millions de morts par an.<sup>12,13</sup> En parallèle, la faim demeure un défi majeur et persistant qui devrait graduellement s'aggraver,

conformément à chaque nouveau dixième de degré que comptera le thermomètre du réchauffement climatique, entraînant des retombées potentiellement catastrophiques.<sup>14,15</sup> Les derniers relevés montrent que la faim et la malnutrition continuent d'augmenter. En 2022, 735 millions de personnes ont souffert de la faim. Aujourd'hui, 3 personnes sur 10 manquent toujours de nourriture ou ne sont pas certains de pouvoir s'en procurer.<sup>16</sup> De plus, les politiques actuelles de soutien à l'agriculture ne permettent pas d'encourager une transition saine et durable. Sur les 540 milliards de dollars américains versés chaque année en subventions agricoles dans le monde, près de 90 % sont néfastes pour l'homme et la nature.<sup>17</sup>

## « Les objectifs d'atténuation et les dispositifs d'action actuels sont insuffisants pour relever le défi de la crise climatique. »

Les récents bouleversements tels que l'aggravation des chocs climatiques, la pandémie du COVID-19 et l'inflation des prix des denrées alimentaires – provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie – sont autant d'éléments qui montrent **la nécessité de transformer profondément et structurellement nos systèmes alimentaires** (voir l'encadré 1).<sup>18,19</sup> Selon un consensus grandissant, les pouvoirs publics doivent prendre des mesures globales ciblant l'ensemble du système alimentaire pour relever les défis du changement climatique, de la perte de biodiversité, de la faim et de la pauvreté.<sup>20,21</sup>

**Les Contributions déterminées au niveau national (CDN) se réfèrent aux objectifs et aux dispositifs propres à chaque pays pour agir sur le changement climatique dans le cadre de l'Accord de Paris.** Les CDN représentent le principal outil de référence mondial pour suivre et évaluer les progrès accomplis en matière de climat. Ils sont appelés à refléter « l'ambition la plus élevée possible » et « les responsabilités communes mais différenciées ».<sup>22,ii</sup> L'Accord de Paris s'inscrit dans le régime juridique

<sup>ii</sup> Les CDN se concentrent principalement sur les mesures d'atténuation climatique visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais elles peuvent également inclure des mesures d'adaptation destinées à minimiser notre vulnérabilité face aux impacts climatiques. Bien que l'adaptation climatique soit essentielle, en particulier pour les pays en développement qui subissent de plein fouet les effets du changement climatique, le présent rapport se concentre sur les politiques nationales et locales d'atténuation climatique.

contraignant de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les gouvernements sont encouragés à évaluer et à améliorer régulièrement leurs CDN, et à augmenter progressivement leurs engagements pour parvenir à des réductions d'émissions plus importantes. Au contraire, les pays qui reviennent sur leurs promesses peuvent se retrouver en situation de violation du droit international.<sup>23</sup>

Cette année, lors de la COP28 – conférence mondiale sur le climat – le premier bilan mondial de l'Accord de Paris aura lieu. Les CDN des pays seront évaluées et de nouvelles réductions d'émissions de gaz à effet

de serre seront définies pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

Lors de la COP 26 – conférence sur le climat de 2021 à Glasgow – les gouvernements ont convenu que les derniers engagements en matière d'émissions étaient insuffisants pour respecter l'Accord de Paris ; notamment le fait de limiter l'augmentation des températures à un seuil maximum d'1,5°C.<sup>24</sup> En conséquence, les gouvernements ont promis de revoir et de renforcer leurs engagements en matière de climat. Outre le déficit d'ambition constaté, la mise en œuvre des CDN en vigueur constitue un défi majeur. Sans une intégration adéquate des CDN

## ENCADRÉ 1

### Que signifie la transformation des systèmes alimentaires ?

Nos systèmes alimentaires actuels ont réussi à produire de grandes quantités de nourriture et à approvisionner les marchés mondiaux. En contrepartie, ils provoquent des effets néfastes sur le climat et l'environnement, présentent une faible résistance aux stress et aux chocs et ne parviennent pas à nourrir la population mondiale. De nombreux dysfonctionnements sont spécifiquement liés aux systèmes alimentaires industriels, c'est-à-dire aux monocultures (grandes consommatrices de ressources) et aux parcs d'engraissement industriels destinés au marché mondial. Ajuster progressivement ce modèle ne suffira pas.<sup>25</sup> Il est nécessaire de transformer de façon audacieuse les systèmes alimentaires, comme le préconisent un nombre croissant de scientifiques et de mouvements sociaux.<sup>26,27,28</sup>

Pour IPES-Food, la transformation des systèmes alimentaires se réfère à la poursuite de changements globaux et interconnectés en faveur de la durabilité. Elle implique de transformer les systèmes de production, de transformation, de distribution, de consommation et de gestion des déchets. La transformation de ce maillage nécessite la mise en œuvre de politiques alimentaires intégrées, c'est-à-dire de politiques globales qui tiennent compte des interactions complexes qui existent entre les facteurs sociaux, politiques et économiques qui régissent les systèmes alimentaires.<sup>29</sup> Ainsi, il est nécessaire de construire des ponts entre des domaines politiques habituellement cloisonnés et traités de façon distincte par différents ministères. Par exemple, il convient d'examiner les liens qui unissent la dette et les flux financiers qui orientent le changement d'affectation des terres vers la création de monocultures. Il est par ailleurs important d'analyser les liens de cause à effet qui sous-tendent les régimes alimentaires, l'éducation et les émissions de gaz à effet de serre, tout comme ceux du commerce et de la faim.

En passant d'une approche sectorielle (ex. agriculture) à une réponse holistique centrée sur l'alimentation, un plus grand panel d'acteurs peut pleinement s'engager dans l'élaboration et l'évaluation des politiques. Comme en témoignent de nombreuses études, la transformation des systèmes alimentaires nécessite d'agir à plusieurs niveaux et échelles d'action. Au niveau horizontal, il est essentiel d'amener équilibre et cohérence entre différents domaines et programmes politiques. Au niveau vertical, les pouvoirs publics se doivent de coordonner leurs efforts, à différentes échelles de gouvernance, et ce, en lien avec la société civile.<sup>30,31</sup> Lorsqu'elle est basée sur le renforcement des capacités et soutenue par une réglementation, un suivi et des ressources financières adéquates, la gouvernance multi-acteurs facilite la mise en place de plans d'action à long terme.<sup>32</sup> Une transformation guidée par la justice pourrait également s'attaquer aux profondes inégalités qui affectent le système alimentaire mondial. Cela permettrait d'assurer l'inclusion et la participation des groupes d'acteurs généralement marginalisés dans la prise de décision et de favoriser le développement d'approches locales et spécifiques au contexte qui renforcent nos capacités de résilience.<sup>33</sup>



dans les politiques et plans nationaux, sans stratégies de financement adaptées et sans outils de suivi et d'évaluation fiables, les CDN sont vouées à l'échec.

**Il est regrettable que depuis la COP26, les pays n'aient généralement pas réussi à renforcer leurs objectifs climatiques ou à améliorer la mise en œuvre des engagements existants.** D'après les évaluations du Climate Action Tracker, depuis décembre 2021, 35 pays ont mis à jour leur CDN, mais seuls cinq ont défini des objectifs plus ambitieux. Les CDN actuelles sont loin de répondre à l'urgence climatique. Si elles étaient pleinement mises en œuvre, elles permettraient de limiter le réchauffement, et ce, dans le meilleur des cas, à 2,4°C, soit près d'un degré de plus que l'objectif de Paris.<sup>35</sup> En septembre 2023, lors des phases de bilan de l'Accord de Paris, la CCNUCC a confirmé que les objectifs d'atténuation et les moyens d'action actuels sont insuffisants pour faire face à la crise climatique.<sup>36</sup>

## « Les systèmes alimentaires n'ont pas été suffisamment pris en compte dans les plans climatiques nationaux. »

Cet échec est en partie imputable à **l'omission d'un levier essentiel de l'action climatique par les pouvoirs publics : la transformation des systèmes alimentaires.** Bien que les systèmes alimentaires soient responsables d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre, les gouvernements peinent à adopter des politiques ambitieuses capables de réformer les systèmes alimentaires et de réduire les émissions.<sup>37</sup> Si la nécessité de réduire les émissions des secteurs de l'énergie et des transports est largement reconnue, les systèmes alimentaires, qui jouent un rôle crucial dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, ont été ignorés par la plupart des gouvernements lors de l'élaboration de leurs engagements en matière de climat.<sup>38,39,40,41</sup> Ainsi, même si l'on parvenait à éliminer rapidement toutes les émissions liées aux carburants fossiles, les pratiques actuelles de production agricole et de consommation alimentaire feraient tout de même passer le réchauffement de la planète au-dessus de la barre des 2°C.<sup>42</sup>

Alors que les gouvernements nationaux manquent à l'appel, les collectivités locales sont les premières à élaborer des politiques ambitieuses en matière d'alimentation et de climat. Comme l'indique le dernier rapport du GIEC, pour atteindre la neutralité climatique, il faut agir à tous les niveaux de gouvernance.<sup>43</sup> **Si les CDN confèrent une fonction de commandement aux gouvernements nationaux, les villes et les régions ont un rôle crucial à jouer dans la mise en œuvre de l'action climatique.**

L'idée que le changement doit avoir lieu au plus près des citoyens n'est pas nouvelle. En 1992, l'Agenda 21 a encouragé des milliers de collectivités locales à s'engager dans des actions politiques en faveur du développement durable. La mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) repose sur une collaboration étroite entre les gouvernements nationaux et locaux. Aujourd'hui, de plus en plus de voix s'élèvent pour relocaliser les CDN.<sup>44,45,46</sup> Toutes ces initiatives montrent que les dispositifs mondiaux peuvent informer l'élaboration de politiques locales et que l'action locale peut servir de catalyseur à des changements plus ambitieux sur la scène internationale.

**Lors de la COP26, les collectivités locales ont présenté une feuille de route pour transformer les systèmes alimentaires à différents niveaux. Ce travail collaboratif est formalisé dans la Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat** (voir l'encadré 2). 120 autorités locales et régionales se sont engagées à faire face à l'urgence climatique par le biais de politiques alimentaires ambitieuses. Elles ont appelé les états à intégrer les systèmes alimentaires dans leurs plans climatiques nationaux et à travailler en étroite collaboration avec les collectivités locales. Ces villes et régions pionnières utilisent des mécanismes de gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux pour mettre en œuvre des politiques alimentaires transformatrices. Elles sont le fer de lance des politiques alimentaires intégrées qui accélèrent l'adaptation climatique, renforcent la résilience et favorisent une transition juste vers des systèmes alimentaires durables.

Ce rapport démontre le rôle prometteur des collectivités locales qui utilisent les systèmes alimentaires pour répondre au défi du changement climatique. Il débute par souligner que les systèmes alimentaires n'ont pas été suffisamment pris en compte dans les plans nationaux d'atténuation climatique. Il présente ensuite sept types d'actions globales en faveur des systèmes alimentaires menées par les collectivités locales. Enfin, ce

rapport fait état des contraintes auxquelles les collectivités locales sont encore confrontées, et émet des recommandations sur la manière dont les instances nationales peuvent à la fois réviser leurs engagements climatiques en tirant parti du travail novateur des villes et des régions, renforcer leurs niveaux d'ambition et la portée de leurs actions et soutenir l'effort collectif pour lutter contre le changement climatique.

**« Si les cadres internationaux peuvent éclairer l'élaboration des politiques locales, l'action locale peut servir de catalyseur important pour un changement mondial encore plus ambitieux. »**



Credit: Stad Brugge

## Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat

En 2020, IPES-Food et Nourish Scotland ont réuni une large coalition comprenant des collectivités locales, des réseaux de villes et des ONG pour rédiger collectivement une déclaration et lancer un processus visant à placer les acteurs locaux et les systèmes alimentaires au centre de la COP21 à Glasgow. La Déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat est ouverte aux signataires des gouvernements régionaux, locaux et autochtones de toutes tailles à travers le monde. Bien que la déclaration ait une portée mondiale, un grand nombre de ses signataires réside au Royaume-Uni ou dans l'UE, ce qui est probablement dû au fait que la déclaration a été lancée lors de la COP 2021 qui s'est tenue au Royaume-Uni.

### EXTRAIT DE LA DÉCLARATION

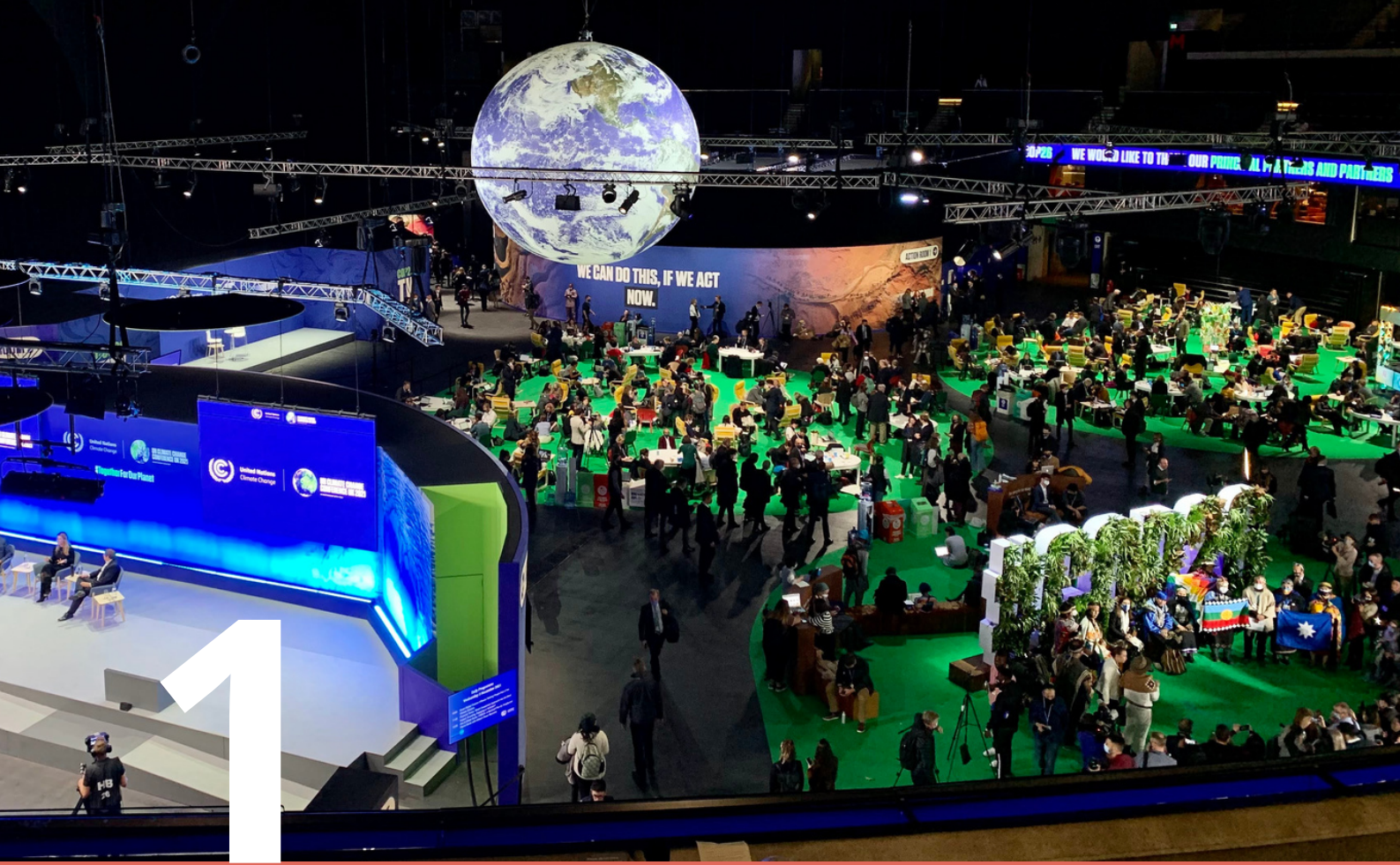
*"Nous, soussignés, dirigeants élus des gouvernements locaux, en vue de la prochaine Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), nous engageons à accélérer l'action climatique en construisant et en facilitant la transformation des systèmes alimentaires durables, et prenons les engagements suivants :*

- Nous élaborerons et mettrons en œuvre des politiques alimentaires intégrées en tant qu'outil clé dans la lutte contre le changement climatique ; veillerons à ce que ces politiques adoptent une approche systémique impliquant tous les acteurs de la chaîne alimentaire ; mesurerons les progrès en matière de réduction d'émissions de GES des systèmes alimentaires ; et explorerons les possibilités de coopération et de partage des meilleures pratiques entre les autorités locales.*
- Nous réduirons les émissions de gaz à effet de serre (GES) des systèmes alimentaires urbains et régionaux conformément à l'Accord de Paris et aux Objectifs de Développement Durable, et mettrons en place des systèmes alimentaires durables capables de reconstruire les écosystèmes et d'offrir une alimentation sûre, saine, accessible et durable à toutes et à tous.*
- Nous appelons les gouvernements nationaux à mettre sur pied un environnement politique en soutien des efforts des acteurs locaux et à instituer des mécanismes de gouvernance multi-acteurs et multi-niveaux favorables à une prise de décision coordonnée sur les systèmes alimentaires. Ces mécanismes contribueront à l'élaboration de politiques alimentaires nationales intégrées et inclusives à inclure dans les révisions des contributions déterminées au niveau national (CDN)."*

### SIGNATAIRES DE LA DÉCLARATION



Le texte intégral de la déclaration de Glasgow et la liste complète des 120 signataires sont disponibles sur le site <https://fr.glasgowdeclaration.org/>.



# POURQUOI LES ENGAGEMENTS NATIONAUX D'ATTÉNUATION CLIMATIQUE SONT INSUFFISANTS ET IGNORENT LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

La transformation du système alimentaire à l'échelle mondiale pourrait réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre, et générer de nombreux avantages sociaux, sanitaires, économiques et environnementaux. Par exemple, un changement de pratiques agricoles - permettant de prévenir et d'inverser la dégradation des terres et leur changement d'affectation - pourrait diminuer de 18 % les émissions annuelles mondiales de gaz à effet de serre. De surcroît, ces pratiques permettraient de restaurer la fertilité des sols, en protégeant les écosystèmes et en renforçant notre résilience face aux catastrophes climatiques.<sup>47</sup>

Par ailleurs, en baissant de moitié la production et la consommation mondiales de viande industrielle, et en avançant vers des régimes alimentaires équilibrés et durables, jusqu'à 8 % des émissions annuelles mondiales pourraient être réduites. Cela permettrait également d'améliorer la santé de la population et de réduire les pressions exercées sur les terres et les écosystèmes.<sup>48,49</sup> De plus, réduire de moitié les pertes et le gaspillage alimentaire sur l'ensemble de la chaîne de valeur permettrait d'atténuer jusqu'à 8 % des émissions annuelles, selon une récente analyse du cycle de vie des produits.<sup>50,iii</sup>

<sup>iii</sup> Les chiffres indiqués se rapportent aux émissions annuelles de gaz à effet de serre de 2019, qui ont atteint 57,4 gigatonnes d'équivalent en émissions de CO<sub>2</sub>. Ces informations sont extraites de la base de données EDGAR, qui était jusqu'en 2019, la plus complète sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Voir J.G.J. Olivier et J.A.H.W. Peters. "Trends in global CO<sub>2</sub> and total greenhouse gas emissions: 2020 Report." The Hague : PBL Netherlands Environmental Assessment Agency, 2020.

Cette transformation est à notre portée, mais les engagements climatiques actuels manquent d'ambition et de moyens de mise en œuvre pour y parvenir. Cette section examine les principales faiblesses des CDN, à savoir l'incapacité à tirer parti de la transformation des systèmes alimentaires, l'incapacité à instaurer des moyens de mise en œuvre adéquats et l'incapacité à valoriser le potentiel de l'action locale et de la participation à la prise de décision.

## 1.1 ABSENCE D'APPROCHES INTÉGRÉES PORTANT SUR L'ENSEMBLE DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

Près de 93 % des pays incluent à présent au moins une mesure liée à l'alimentation dans leurs CDN. Certains pays ont d'ores et déjà élaboré d'importantes stratégies pour réduire les émissions d'origine agricole ou pour promouvoir des régimes alimentaires durables. D'autres États développent des mécanismes de gouvernance multi-niveaux pour favoriser la mise en œuvre de leurs engagements. Cependant, pour que la transformation du système alimentaire soit efficace, et que les émissions soient réduites durablement, il est nécessaire d'agir conjointement et simultanément sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de la production à la transformation, l'emballage, la distribution, la consommation et la gestion des déchets. Il est donc inquiétant de constater que **les gouvernements nationaux ne prennent que des mesures fragmentées, sans parvenir à élaborer des stratégies communes pourtant nécessaires à la transformation des systèmes alimentaires.**<sup>53,54,55</sup>

La plupart des plans climatiques nationaux axés sur l'alimentation ont généralement un champ d'action qui se réduit à l'agriculture et à l'utilisation des terres.<sup>56,57,58</sup> **Les gouvernements se sont montrés particulièrement réticents à élaborer des politiques visant à transformer conjointement l'offre et la demande alimentaires en vue d'atténuer le changement climatique.** Seuls deux pays, le Libéria et le Malawi, ont inclus dans leur CDN des mesures pouvant réduire les pertes et le gaspillage, et favoriser la transition vers une production agricole et une consommation alimentaire durables.<sup>59</sup> En outre, sans l'adoption d'une stratégie portant sur l'ensemble du système

alimentaire, de nombreux engagements pris par les gouvernements masquent les retombées négatives que les politiques peuvent avoir sur d'autres parties du système alimentaire ou dans d'autres régions du monde.

En 2022, seules cinq des CDN actualisés faisaient explicitement référence aux changements de régimes alimentaires, et manquaient, pour la plupart, de précisions sur leur mise en œuvre.<sup>60</sup> Par ailleurs, aucun des pays les plus riches n'a introduit de mesures visant à réduire la production industrielle et la consommation de viande et d'aliments ultra-transformés au sein de leurs engagements climatiques. La plupart des aliments d'origine animale et des aliments ultra-transformés ont une empreinte carbone plus élevée que ceux d'origine végétale et ceux moins transformés, ce qui représente une opportunité, encore inexploitée, de pouvoir agir sur le climat par le biais et tout au long de la chaîne d'approvisionnement.<sup>61,62</sup>

**Il est essentiel d'intégrer aux engagements climatiques des mesures liées aux régimes alimentaires et à l'accès à la nourriture. Cela permet notamment de reconnaître les liens d'interdépendance qui existent entre la sécurité alimentaire, la nutrition et l'action climatique.** Les régimes alimentaires sains tendent à être peu polluants.<sup>63</sup> Au-delà des bienfaits en matière d'émissions et de santé publique, la transition vers des régimes alimentaires sains et durables - riches en fruits et légumes, en céréales complètes, en fruits

### Les mesures relatives au système alimentaire pourraient entraîner d'importantes réductions des émissions

18% liés aux changements bien maîtrisés des pratiques de production

8% liés à la transition vers des régimes alimentaires durables et à une réduction de moitié de la production et de la consommation de viande

8% liés à la réduction de moitié des pertes et des déchets alimentaires



## Ce que les pays font pour adopter une alimentation saine et durable

Certains pays, comme la France, l'Allemagne et la Colombie, ont inclus des mesures visant à promouvoir la consommation d'aliments sains et durables dans leurs plans climatiques nationaux.<sup>64</sup>

L'une des CDN actualisées du Costa Rica vise, dans deux de ses territoires, à faire évoluer les recommandations nutritionnelles pour favoriser la production et la consommation de produits locaux, traditionnels et saisonniers.<sup>65</sup> Outre les avantages nutritionnels et culturels de cultiver et de consommer des aliments locaux, le Costa Rica vise à réduire ses émissions de gaz à effet de serre en se concentrant sur des cultures adaptées aux terroirs et nécessitant moins d'intrants externes.<sup>66</sup>

L'Éthiopie est le seul pays qui s'est engagé à aider ses agriculteurs à diversifier leur production de protéines animales en se distançant de l'élevage bovin.<sup>67</sup>

à coque et en légumineuses, et marqués par une baisse en protéines animales dans les pays développés - réduirait également les pressions sur les terres et la perte de biodiversité<sup>68</sup> (voir l'encadré 4). Un ensemble intégré de politiques visant à orienter la consommation alimentaire vers des choix durables et sains comprendrait des actions de sensibilisation. Ce dispositif devra également inclure des mesures pouvant faciliter l'accès à des alternatives saines et durables, et des mécanismes pouvant supprimer les incitations à la production et à la consommation d'aliments ultra-transformés, et issus de l'élevage industriel.

**La lutte contre les pertes et les gaspillages alimentaires est un autre aspect peu pris en compte du système alimentaire qui pourrait permettre de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre.** Seuls 11 % des pays se sont engagés dans leur CDN à réduire les pertes ou les déchets alimentaires, alors qu'ils représentent jusqu'à 50 % des émissions du système alimentaire.<sup>69</sup> Les pertes alimentaires ont lieu pré- et post-récolte : à la ferme, pendant le stockage, le transport, la transformation et la vente au détail. Les déchets alimentaires désignent les aliments qui sont jetés après avoir été achetés. La plupart des stratégies de réduction des pertes alimentaires prévues par les CDN visent à éviter ces pertes lors de la récolte, du stockage et de la vente des aliments et à améliorer les installations de gestion des déchets afin de réduire les émissions.<sup>70</sup>

Les pertes et le gaspillage alimentaires peuvent être attribués à quatre facteurs principaux : la surproduction, une mauvaise prévision de la

« **Les systèmes alimentaires industriels sont un moteur commun du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la dégradation des sols.** »

demande, des infrastructures et des pratiques rudimentaires dans les domaines de la production, du stockage et du transport, ainsi que le gaspillage provenant des points de vente et des consommateurs.<sup>71</sup> Un ensemble intégré de solutions visant à prévenir et à réduire les pertes et le gaspillage alimentaires comprendrait : une réforme des subventions agricoles, l'amélioration des infrastructures agricoles, de stockage et de transport, ainsi qu'un changement de comportement des consommateurs.<sup>72</sup>

**Bien que certaines actions en faveur de l'alimentation soient comprises dans les CDN, leur capacité à transformer les systèmes alimentaires est compromise. Cela est dû au fait que les gouvernements ne s'attaquent pas suffisamment aux politiques globales qui conduisent à des systèmes alimentaires non durables à l'échelle mondiale.** Par exemple, les gouvernements s'engagent souvent à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans leur secteur agricole tout en promouvant des politiques qui

facilitent la réaffectation des terres pour le développement urbain, engendrant ainsi des phénomènes de déforestation. De plus, certaines activités foncières et agricoles aux retombées négatives sont encouragées non seulement par les subventions agricoles, mais aussi par les accords commerciaux internationaux. Ces derniers engendrent des impacts environnementaux et climatiques qui sont essentiellement importés ou exportés par le biais des denrées alimentaires. Bien que certaines CDN reconnaissent l'importance de sauvegarder les terres et les forêts, aucune ne tient pleinement compte de la déforestation et du changement d'affectation des terres résultant de l'importation de denrées alimentaires.<sup>73</sup> Cette omission est particulièrement choquante lorsque l'on constate que 67 % de la déforestation est due à l'agriculture - principalement la production de soja,

de maïs, d'huile de palme et de viande dans les pays en développement, destinés au marché d'exportation.<sup>74</sup> Le WWF estime que la Chine et l'Union européenne sont responsables de 40 % de la déforestation mondiale en raison de leurs importations de bétail, de soja, d'huile de palme et d'autres produits de base.<sup>75</sup> Sans prise de responsabilité pour les émissions importées, les pays se dédouanent des changements d'affectation des terres et des pratiques agricoles néfastes qu'ils encouragent ailleurs.

Enfin, la CCNUCC manque de coordination avec les deux autres instruments juridiques majeurs qui forment ensemble les trois conventions de Rio - la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CLD) et la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) - ce qui

#### ENCADRÉ 4

### Liens entre les régimes alimentaires et le changement climatique

Les changements de régimes alimentaires sont essentiels pour atténuer le changement climatique. En effet, transformer les modes de consommation pourrait générer des effets bénéfiques sur le climat et l'environnement qui ne pourraient pas être obtenus par la simple modification des pratiques agricoles.<sup>76</sup> Les aliments d'origine animale issus d'élevages industriels ont une empreinte environnementale considérable, dépassant les protéines végétales en termes de pollution, d'émissions de gaz à effet de serre et de besoins en ressources naturelles.<sup>77</sup> La viande, l'aquaculture, les œufs et les produits laitiers sont responsables de 58 % des émissions provenant du système alimentaire. Toutefois, les pays industrialisés consomment beaucoup plus d'aliments d'origine animale que les autres.<sup>78</sup> Par exemple, aux États-Unis, où la consommation de viande par habitant est trois fois supérieure à la moyenne mondiale, les aliments d'origine animale représentent 82 % des émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation.<sup>79</sup>

On estime que si les modèles de consommation alimentaire des pays du G20 étaient adoptés dans le monde entier d'ici à 2050, les émissions liées à la production agricole doubleraient et il faudrait jusqu'à sept fois les ressources naturelles de la Terre pour maintenir de tels niveaux de production.<sup>80</sup> Dans les pays riches, la transition vers des régimes alimentaires sains et durables pourrait réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre et la pression foncière.<sup>81</sup>

Les changements vers des régimes alimentaires durables impliquent également de réduire la consommation d'aliments ultra-transformés. Les aliments ultra-transformés sont fabriqués à partir d'ingrédients produits et transformés industriellement, sont facilement surconsommés et ne sont pas essentiels à notre régime alimentaire. Ils représentent une part importante (jusqu'à 60 %) du total des calories consommées dans les pays riches, alors que leur popularité augmente rapidement dans les pays à revenus moyens et faibles.<sup>82</sup> Au Royaume-Uni et aux États-Unis, ils représentent 57 % du régime alimentaire type.<sup>83,84</sup> La production d'aliments ultra-transformés peut être reliée aux grandes monocultures, à une forte consommation énergétique lors des phases de production et de transformation, au transport de longues distances, et au suremballage.<sup>85</sup> La grande majorité de la consommation d'énergie dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, soit 42 %, est destinée à la transformation et à l'emballage des aliments.<sup>86</sup> À ce titre, les aliments ultra-transformés contribuent grandement aux émissions de gaz à effet de serre, au changement d'affectation des terres et à la surconsommation de l'énergie et de l'eau.<sup>87</sup>

entrave la mise en place de stratégies communes au sein du système alimentaire. La CLD vise à promouvoir la gestion durable des terres et à lutter contre la dégradation des sols, tandis que la CDB est conçue pour prévenir les extinctions massives et la dégradation des écosystèmes. Le cloisonnement qui existe entre les trois conventions de Rio perpétue la pensée compartimentée des décideurs politiques et ne tient pas suffisamment compte de l'interdépendance des crises que ces conventions tentent de résoudre. Cela constitue une occasion manquée de pouvoir s'attaquer, de manière holistique, à un facteur commun du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la dégradation des sols : les systèmes alimentaires industriels.

## 1.2 ABSENCE D'ENGAGEMENTS MESURABLES

**La majorité des CDN relatives à l'alimentation ne comportent toujours pas de dispositifs de mise en œuvre et de critères de suivi-évaluation adéquats.** Ces lacunes sont principalement dues à l'absence de méthodes et de mesures concrètes spécifiées dans les engagements climatiques, qui sont pourtant nécessaires pour formuler des engagements sérieux, évaluer les progrès et justifier des retombées positives. Dans le cadre de l'Accord de Paris, les gouvernements sont encouragés à suivre des lignes directrices pour améliorer la clarté, la transparence et la compréhension de leur CDN. Ces recommandations servent également à faciliter les efforts de développement et de mise en œuvre des CDN ainsi que de garantir la responsabilisation des parties prenantes.<sup>88</sup> Cependant, ces lignes directrices sont facultatives, et par conséquent, la plupart des gouvernements ne fournissent pas d'informations détaillées sur la mise en application de leur CDN.<sup>iv</sup>

Le GIEC a reconnu que la gestion durable des terres – y compris l'arrêt de la déforestation et la mise en œuvre de pratiques agroécologiques, régénératrices et biologiques – empêche la dégradation des terres et aide à la fois à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique.<sup>89</sup> **Bien que la plupart des pays mentionnent l'agriculture, la foresterie et/ou le changement d'affectation des terres**

**dans leurs objectifs climatiques, peu d'entre eux proposent des mesures et des approches spécifiques pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de ces secteurs.** Ainsi, selon la Food and Land Use Coalition, environ un tiers des engagements nationaux en matière de climat comprennent des politiques sur l'agriculture, la foresterie et l'utilisation des terres. Cependant, seulement quatre CDN comportent des objectifs spécifiques de réduction des émissions pour ces secteurs.<sup>v</sup>

**« Le GIEC a reconnu que la gestion durable des terres empêche la dégradation des terres et aide à la fois à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique. »**

Dans l'ensemble, les engagements climatiques nationaux concernant les terres et l'agriculture sont peu détaillés (c.à.d. : qui fait quoi et comment) et manquent généralement d'informations sur les objectifs, les indicateurs et les dispositifs d'action qu'ils tendent à mettre en œuvre.<sup>90</sup> Par exemple, les peuples autochtones jouent un rôle largement reconnu dans le maintien de la biodiversité, des forêts et d'autres écosystèmes naturels. Ils ont été les premiers à appliquer des pratiques de gestion durable des terres, et ce, pendant des siècles.<sup>91</sup>

Cependant, seules 10 CDN font référence aux droits fonciers des peuples autochtones, seules 4 CDN décrivent des pratiques propres aux peuples autochtones et seules 2 CDN proposent des mesures pour valoriser ces connaissances.<sup>92</sup> Par ailleurs, les États-Unis s'engagent à « soutenir l'extension de pratiques agricoles intelligentes face au climat (ex. cultures de couverture), le reboisement, le pâturage tournant dynamique et les pratiques de gestion des nutriments ».<sup>93</sup> Malgré la liste de certaines pratiques écologiques, il est difficile de saisir ce que comprend « l'agriculture intelligente face au climat », quelles approches seraient prioritaires et quel serait le

<sup>iv</sup> Les directives sur la clarté, la transparence et la compréhension des CDN deviendront obligatoires en 2025, qui correspond à la prochaine échéance contractuelle de révision quinquennale des CDN.

<sup>v</sup> L'étude analyse 50 engagements nationaux pour le climat, y compris ceux de l'UE, des membres du G20 et d'autres pays qui, dans l'ensemble, produisent environ 80 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Voir FOLU. « 2022 Update: A Closer Look at NDCs from a Food and Land Perspective ».



## Ce que font les pays pour lutter contre les pratiques agricoles aux retombées négatives

Peu de CDN comportent des engagements exhaustifs en matière d'agriculture, mais certains pays se distinguent : L'Éthiopie a développé des stratégies d'intervention spécifiques d'adaptation climatique, telles que le développement de variétés résistantes à la sécheresse et la gestion des pâturages. Elles comprennent également un cadre de référence pour les pratiques usuelles, des indicateurs de progrès et des objectifs quantitatifs à l'horizon 2030.<sup>94</sup> Le Sénégal a également défini des objectifs spécifiques et ambitieux pour la restauration des sols, l'agroforesterie, la régénération des forêts, le recours aux engrais organiques et d'autres mesures agroécologiques.<sup>95</sup> La Mauritanie vise à améliorer ses pratiques de production grâce à l'agroécologie, l'agroforesterie et la gestion durable du bétail, en se dotant pour ce faire, d'indicateurs de mise en œuvre qualitatifs et quantitatifs.<sup>96</sup>

L'Allemagne est le premier pays à s'être engagé, au moyen d'instruments de tarification et d'actions de sensibilisation, à réorienter ses subventions agricoles considérées comme néfastes vers des systèmes de production et de consommation durables.<sup>97</sup>

niveau de soutien par rapport aux pratiques agricoles conventionnelles actuellement subventionnées. (Voir l'encadré 5 qui donne des exemples d'engagements agricoles plus progressifs en matière de climat).

### 1.3 ABSENCE DE POLITIQUES DE PLANIFICATION ET DE MISE EN ŒUVRE MULTI-ACTEURS ET MULTI-NIVEAUX

Les CDN sont rarement élaborées dans le cadre de processus inclusifs et participatifs. Cela se traduit par un manque d'implication des personnes les plus touchées par le changement climatique, mais aussi par l'absence des collectivités locales dans la prise de décision qui sont pourtant souvent pionnières de l'action climatique.<sup>98,99</sup> Des progrès ont été réalisés pour élargir la participation aux processus d'élaboration des CDN (voir l'encadré 6). Un tiers des gouvernements prend désormais en compte au sein de leurs engagements le rôle des populations autochtones et des communautés locales, et un quart des gouvernements incluent désormais le rôle joué par les petits exploitants agricoles.<sup>100</sup> Cependant, comme les processus d'élaboration des CDN restent opaques, un doute

subsiste concernant la manière dont ces groupes ont été consultés lors de l'élaboration des engagements climatiques.

Les CDN placent les gouvernements nationaux en position de leader dans la lutte contre le changement climatique. Néanmoins, les acteurs locaux ont un rôle crucial à jouer dans la mise en œuvre de l'action climatique. Ils sont notamment particulièrement bien outillés pour réduire les émissions en dirigeant la transformation des systèmes alimentaires. **Il est prouvé que les pays qui consultent régulièrement un large panel d'acteurs lors de la révision de leur CDN - notamment les représentants de la société civile, les autorités locales et les entreprises - sont plus susceptibles de revoir à la hausse leurs objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.**<sup>101</sup> De plus, il s'avère que la participation des parties prenantes à l'élaboration des politiques climatiques améliore leur mise en œuvre, en renforçant l'adhésion des communautés locales et en aidant ces groupes à rendre leurs gouvernements responsables.<sup>102</sup>

La plupart des CDN sont planifiées et élaborées au sein des ministères nationaux de l'environnement. La coordination interdépartementale et multi-niveaux est généralement limitée, à l'exception des accords relatifs aux secteurs de l'énergie et des transports. Ainsi, la richesse des actions intégrées sur l'alimentation et le climat, généralement menée au niveau local, est généralement ignorée.<sup>103</sup> Cependant, étant donné que les effets du changement

climatique se feront sentir du niveau local au niveau mondial et dans tous les secteurs de la société, il est de plus en plus reconnu que l'élaboration et la mise en œuvre de l'action climatique doit se faire à plusieurs niveaux, avec la participation d'un large panel d'acteurs.

Les collectivités locales comblent le vide laissé par les gouvernements nationaux en matière de gouvernance. Ils s'efforcent souvent de promouvoir une forme de proximité entre la population et les autorités. Leur connaissance du contexte local leur apporte une expertise unique sur laquelle ils se basent lors de l'élaboration de politiques inclusives,

d'approches collaboratives innovantes et de dispositifs de mise en œuvre en faveur d'une transition juste. Bien que des efforts soient faits pour intégrer leurs actions (voir l'encadré 7), **les collectivités locales restent à l'écart des négociations internationales sur le climat. La nécessité d'une action multi-niveaux pour réaliser les CDN ne fait l'objet que d'une attention mineure.**<sup>108</sup> Pourtant, c'est au niveau local que les individus et les communautés, y compris les populations vulnérables et marginalisées, peuvent participer activement et de manière significative à une action climatique durable.

#### ENCADRÉ 6

### Ce que font les pays pour élaborer et mettre en œuvre les CDN d'une façon participative et inclusive

**La Colombie** a déclaré que pour suivre et évaluer avec précision les mesures prises en matière de changement climatique, elle devait également intégrer les connaissances des « organisations autochtones, afro-descendantes et paysannes » et fournir les ressources financières nécessaires à la collecte de ces informations.<sup>104</sup>

**Le Canada** a engagé les Premières nations, les Inuits et les Métis dans l'élaboration et la mise en œuvre de sa stratégie nationale initiale en 2016.<sup>105</sup> Les communautés autochtones ont estimé que les programmes n'étaient pas suffisamment ambitieux et ont publié leur propre série d'objectifs, démontrant ainsi que l'inclusion initiale des communautés locales dans l'élaboration des CDN peut conduire à un engagement pérenne de la société civile.<sup>106</sup>

**Le Kenya** a entrepris une analyse basée sur le genre lors de la révision de ses CDN et publié un document qui reconnaît que « les différents groupes de genre sont différemment vulnérables face au changement climatique ». Le Kenya s'engage à « promouvoir des technologies et des innovations tenant compte des différences de genre... en finançant le renforcement des capacités et le développement de start-ups ». <sup>107</sup>

Il s'agit là d'exemples prometteurs de processus inclusifs. Ils constituent l'exception, et non la règle, et manquent encore de soutien de la part d'un large panel d'acteurs du système alimentaire.

## ENCADRÉ 7

### Ce que font les gouvernements nationaux et locaux en matière d'action multi-niveaux

La révision des CDN de 2020 de la **Colombie** souligne l'engagement des acteurs infranationaux dans la planification et la mise en œuvre des objectifs climatiques. Elle comprend 89 mesures affectées aux instances locales et régionales, qui complètent les 32 mesures assignées au niveau national.<sup>109</sup> Elle reconnaît les progrès considérables réalisés par les acteurs infranationaux tout en identifiant les lacunes qui subsistent en matière de mise en œuvre et de suivi. Ces acteurs infranationaux ont aligné les objectifs des CDN sur leur contexte local et défini des objectifs d'adaptation et d'atténuation en fonction de leurs capacités d'action.

Au **Royaume-Uni**, les collectivités locales ont fait pression pour que leur rôle soit pris en compte dans les CDN. Elles ont notamment proposé que ces engagements soient déclinés en Contributions déterminées localement (CDL) afin d'accélérer les efforts pour faire face à l'urgence climatique.<sup>110</sup> En juin 2023, le Parlement britannique a mené un débat sur le rôle joué par les collectivités locales dans les efforts entrepris par le pays pour atteindre l'objectif « Net Zero ».<sup>111</sup>

À travers le programme **EUROCLIMA+**, l'Union européenne vise notamment à faciliter et à renforcer la participation et l'implication des collectivités locales dans le développement et la mise en œuvre des politiques climatiques et des CDN.

Au niveau mondial, ICLEI (Local Governments for Sustainability) pilote la **circonscription des gouvernements locaux et des autorités municipales** lors des COP sur le climat, afin de faire entendre la voix des villes et des régions dans les négociations climatiques. À ce jour, ICLEI travaille avec plus de 30 pays pour associer les collectivités locales et régionales au processus d'élaboration et de mise en œuvre des CDN. Lors de la COP26, la campagne **Cities Race to Zero** lancée par le C40, l'ICLEI et d'autres partenaires a rassemblé plus de 1 000 municipalités qui se sont engagées à atteindre la neutralité carbone, conformément à l'Accord de Paris.





Credit: CCMA/ATS

## SEPT MÉTHODES ADOPTÉES PAR LES COLLECTIVITÉS LOCALES POUR TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES AFIN DE LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Certaines régions, communes et villes pionnières jouent déjà un rôle prépondérant dans la lutte contre le changement climatique. Alors que seuls 18 gouvernements nationaux et l'Union européenne ont déclaré l'urgence climatique, 2 317 autorités locales et régionales l'ont fait, accélérant ainsi l'élaboration de politiques climatiques contraignantes.<sup>112,vi</sup> En effet, selon le programme des Nations unies pour l'environnement, les réductions d'émissions de gaz à effet de serre annoncées par les collectivités locales dépassent de 35 % celles promises par les gouvernements nationaux.<sup>113,vii</sup> Nombre de ces

collectivités montrent comment la transformation des systèmes alimentaires peut constituer un levier pour faire face au changement climatique. Les gouvernements nationaux ont beaucoup à apprendre des villages, des villes et des régions qui mènent des politiques alimentaires ambitieuses, dont les effets bénéfiques se reflètent déjà sur le climat, l'économie et la société.

Les politiques alimentaires locales gagnent du terrain sur tous les continents, reflétant un engagement grandissant envers la transformation des systèmes

<sup>vi</sup> Ce calcul n'inclut que les juridictions qui ont adopté une motion contraignante déclarant une urgence climatique à partir du 25 mai 2023. L'UE est considérée comme une seule juridiction.

<sup>vii</sup> Ce calcul compare les réductions d'émissions annoncées dans les CDN pour 2030 aux engagements pris par 1 984 villes et 284 régions.

alimentaires. Dans cette section, nous identifions sept domaines dans lesquels les gouvernements locaux tirent parti du potentiel climatique de la transformation du système alimentaire. Les exemples fournis proviennent des signataires de la déclaration de Glasgow sur l'alimentation et le climat avec lesquels IPES-Food collabore et partage des informations depuis plus de trois ans. Ils n'offrent qu'un aperçu du travail innovant réalisé dans le monde entier.<sup>viii</sup>

Ces actions comprennent le développement de circuits courts, la promotion de l'agriculture urbaine et sans pesticides, le soutien aux efforts communautaires visant à garantir une alimentation saine et équilibrée, la valorisation des marchés publics, la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires, et la création de réseaux d'apprentissage collaboratif. Ces actions ont été élaborées avec la participation de nombreux acteurs et comprennent de sérieux dispositifs de suivi et d'évaluation. Comme il sera démontré ci-après, nombre de ces efforts comblent les lacunes des engagements nationaux décrits en section 1, fût-ce à l'échelle locale. En s'inspirant des réussites locales et en les intégrant dans leurs propres stratégies alimentaires multilatérales et plurisectorielles, les gouvernements nationaux peuvent prendre des engagements plus exhaustifs et ambitieux en matière de climat par le biais de l'alimentation.

## 2.1 PLANIFIER DES POLITIQUES ALIMENTAIRES ET CLIMATIQUES PAR LE BIAIS DE PROCESSUS PARTICIPATIFS ET D'UNE COLLABORATION INTERSECTORIELLE

Alors que les gouvernements nationaux peinent à introduire des processus participatifs efficaces dans les phases d'élaboration et de mise en œuvre de leurs CDN, les collectivités locales montrent la voie en intégrant un large panel d'acteurs dans leurs stratégies alimentaires et climatiques. Ces villes et ces régions pionnières prennent en compte les préoccupations de tous leurs habitants, en particulier celles des populations vulnérables, afin

d'élaborer des plans alimentaires et climatiques adaptés et pertinents. Ce faisant, elles développent des processus de collaboration intersectorielle permettant de faciliter le suivi et la mise en œuvre de ces stratégies.

« **Alors que seuls 18 gouvernements nationaux & l'UE ont déclaré une urgence climatique, 2 317 autorités locales l'ont fait.** »

La ville de Bristol, au Royaume-Uni, a élaboré une stratégie pour l'égalité alimentaire (**Food Equality Strategy**) en se basant sur un processus d'enquête ayant duré neuf mois. La ville a organisé des réunions multi-acteurs, des sondages, ainsi que huit échanges auprès de communautés vulnérables, choisies pour donner la parole aux populations les plus démunies (suivant l'indice 2019 de privation multiple)<sup>114</sup> et aux groupes exposés à un risque élevé de pauvreté alimentaire : les personnes handicapées, les sans-abris, les demandeurs d'asile et les réfugiés. Ces acteurs ont présenté de précieux points de vue fondés sur leurs expériences vécues afin d'identifier les obstacles à l'égalité alimentaire. Par ailleurs, Bristol a créé un nouveau poste ministériel pour le climat, l'écologie et la croissance durable, et s'est efforcé d'intégrer les travaux de ce conseiller au sein de tous les services. Ceci vise notamment à garantir une meilleure coordination des programmes et à encourager une ambition commune, tout en travaillant en étroite collaboration avec les organisations alimentaires locales de toute la ville pour définir leur stratégie.

Aux États-Unis, la déclaration d'urgence climatique 2020 d'Asheville, en Caroline du Nord, a appelé à la création d'un plan d'action climatique. Cette dernière a inspiré le lancement de **l'initiative de justice climatique** de la ville visant à lutter contre les effets inégaux du changement climatique sur les communautés ethniques. L'initiative concerne tous les services de la ville et les encourage à penser de manière holistique. De cette manière, la ville poursuit ses efforts d'atténuation climatique, à travers

<sup>viii</sup> Les exemples de politiques alimentaires locales présentés dans ce rapport sont tirés des résultats d'une enquête menée en 2023 auprès des signataires de la Déclaration de Glasgow, ainsi que d'entretiens et d'études de cas réalisés avec les signataires en 2021.

notamment la mise en place de son Plan d'action pour une politique alimentaire. L'initiative comprend des sessions d'écoute et d'apprentissage avec les communautés ethniques, l'élaboration d'un **Plan de justice climatique** et la conception d'un outil de suivi de la justice climatique.

La Catalogne, une région autonome d'Espagne, a conçu un modèle de gouvernance qui fait appel à un comité technique et opérationnel pour rendre compte au Conseil catalan de la mise en œuvre du **Plan alimentaire 2021-2026**. Le comité est composé de membres du département de l'agriculture de la Catalogne qui sont responsables de l'exécution des différents volets du plan, tandis que le Conseil de l'alimentation fait office d'organe consultatif et se compose d'experts du secteur, d'organisations de la société civile et de décideurs politiques ayant participé à l'élaboration du plan alimentaire. Sous ce modèle de gouvernance, à compter de janvier 2023, les groupes de travail du plan alimentaire de la Catalogne avaient déjà réalisé des progrès ou achevé 67 % de leurs initiatives. En confiant à des experts techniques et à des membres de la société civile le soin de conseiller et de rapporter les progrès accomplis, le modèle de gouvernance collaboratif de la Catalogne accroît la responsabilisation des acteurs, l'efficacité des projets et l'adhésion des citoyens.

## 2.2 METTRE EN PLACE DES DISPOSITIFS EFFICACES DE PLANIFICATION, DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Les collectivités locales pionnières emploient une multitude de stratégies pour définir des objectifs mesurables, des dispositifs d'action et des mécanismes de suivi-évaluation des progrès réalisés. Parmi les outils utilisés figurent la matrice des risques, la matrice SWOT et les audits participatifs.<sup>ix</sup> Ces systèmes de gouvernance spécifiques au contexte ont prouvé leur efficacité lors de la mise en œuvre de politiques alimentaires, et pourraient être mis à profit par les gouvernements nationaux lors de la révision de leurs CDN.

La région de Coimbra, au centre du Portugal,

**« La transparence et un esprit d'ouverture de la part des autorités locales permettent non seulement d'instaurer la confiance entre gouvernement et habitants, mais aussi de réduire les obstacles à la participation. »**

composée de 19 municipalités, a créé une matrice des risques pour évaluer six facteurs de risque susceptibles d'entraver sa **Stratégie alimentaire**. Le groupe de planification régionale a évalué les facteurs de risque en fonction de la probabilité, de l'intensité et du type de risque. Leur évaluation a permis de déterminer que le risque le plus important pour la mise en œuvre de leur stratégie était l'absence de sources de financement suffisantes. Pour atténuer ce risque, la région de Coimbra a élaboré un plan en cinq étapes visant à diversifier les sources de financement de sa stratégie alimentaire, qui inclut notamment des processus de cofinancement et d'apprentissage auprès des villes partenaires.

Dans le cadre du **diagnostic de son système alimentaire**, la Catalogne a réalisé une analyse préliminaire SWOT avec l'aide de 24 experts et de 220 hauts fonctionnaires. Cette analyse a permis de constater que les plus grandes faiblesses de son système alimentaires concernaient son caractère fragmenté, l'exode rural et le manque de partenariats intersectoriels, ce qui se traduisait par un manque d'innovation et de partage des connaissances. De plus, ils ont identifié des menaces externes pour leur système alimentaire, telles que l'intensification des événements climatiques, les fluctuations du marché mondial, le manque de perspectives d'emploi, la méfiance à l'égard du gouvernement et l'augmentation des maladies non-transmissibles liées à une mauvaise alimentation. À partir de cette analyse approfondie SWOT, la région a élaboré un plan pour un système alimentaire intégré, durable et résilient qui tire parti de la richesse et de la diversité des connaissances de la région.

<sup>ix</sup> Une matrice des risques aide une collectivité à identifier les obstacles à l'exécution de ses politiques en déterminant la probabilité et l'intensité des risques. Cela permet par la suite de planifier des stratégies d'atténuation. Une matrice SWOT évalue les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces d'un système ou d'un problème. Un audit participatif évalue les capacités et les ressources des différents services d'une municipalité, en identifiant les services qui peuvent diriger des projets, ceux qui ont besoin de plus de ressources et ceux qui travaillent déjà à la réalisation d'objectifs communs.

Après avoir travaillé avec les membres de la société civile pour définir les objectifs de son **Plan d'action municipal agroalimentaire**, la municipalité de Vitoria-Gasteiz, au Pays basque, a récemment réalisé un audit participatif. Elle a attribué des tâches à différents services en respectant leurs forces et leurs faiblesses, tout en fournissant des instructions claires et des mécanismes de responsabilisation pour renforcer son plan d'action alimentaire.

Par ailleurs, certaines collectivités locales ont ouvert la voie en publiant en ligne des données et des relevés actualisés, permettant ainsi de renforcer la responsabilité des acteurs et d'instaurer un climat de confiance entre les différentes parties prenantes. Par exemple, la ville de Bruges en Belgique utilise un **logiciel de mesure des émissions de carbone**, pour suivre publiquement les progrès réalisés par la ville dans le cadre de son plan alimentaire. Outre l'amélioration de la responsabilisation, la plateforme encourage également la participation en permettant aux citoyens de « **rejoindre une action** » et d'y contribuer en tant que membre de la communauté. Ce niveau de transparence et d'ouverture permet non seulement d'instaurer un climat de confiance entre le gouvernement et ses concitoyens, mais également de réduire les obstacles à la participation.

Enfin, de nombreuses villes s'appuient sur des outils existants lancés par des réseaux de villes pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer leurs plans alimentaires et climatiques. Ces outils comprennent

le cadre de contrôle MUFPP, le référentiel d'indicateurs du système alimentaire ville-région RUAF, la boîte à outils Good Food and Farming du défi de Barcelone, le calculateur d'impact de Good Food Purchasing et la boîte à outils Every Mouthful Counts de Sustainable Food Place. (Pour en savoir plus sur les partenariats et les réseaux, voir la section 2.7.)

## 2.3 SOUTENIR L'AGRICULTURE DURABLE ET LES CIRCUITS COURTS

De nombreuses villes et régions mettent en œuvre des stratégies multiples et intégrées pour faciliter l'abandon de l'agriculture industrielle à l'échelle locale. En soutenant la transition vers des pratiques agricoles durables et les circuits courts, et en augmentant la demande pour les produits locaux et durables, les collectivités locales sont les ambassadrices des systèmes alimentaires diversifiés, à faible émission de carbone et résistants au changement climatique.

Protéger les écosystèmes et les terres agricoles contre le développement urbain apporte des bénéfices dont de nombreuses municipalités sont



## « De nombreuses collectivités locales visent à améliorer le niveau de vie des producteurs locaux, à garantir l'accès à une alimentation saine et à réduire leurs émissions en promouvant les circuits courts. »

conscientes, notamment en matière de sécurité alimentaire, de niveau de vie rural, de préservation de la biodiversité et de séquestration du carbone. La mégapole de São Paulo, au Brésil, est un leader mondial sur ce point. La municipalité a mis en place un vaste programme de protection des terres agricoles appelé « **Connect the Dots** », qui vise à protéger les forêts, les réservoirs de biodiversité et les exploitations agricoles des zones rurales situées à la périphérie de la ville contre le développement urbain. Les agriculteurs bénéficient d'une assistance technique qui leur permet d'augmenter leurs rendements et leurs revenus, de passer à des pratiques agricoles durables et de trouver des acheteurs urbains pour leurs produits frais et biologiques. Mouans-Sartoux, en France, dispose d'un **programme similaire** et a protégé 112 hectares de terres agricoles situées autour de la ville contre le développement urbain, en accordant notamment des ressources et des financements pour la production biologique. Des projets similaires incluent le **Plan d'action pour une ville verte** à Izmir, en Turquie ; le **Programme de réhabilitation de la ceinture verte** à Ouagadougou, au Burkina Faso ; et le **projet d'élevage agroécologique** à Chone, en Équateur - un programme de formation visant à améliorer la gestion des pâturages, la nutrition et la santé des animaux, ainsi que la responsabilité environnementale.

De nombreuses collectivités locales ont également investi dans diverses stratégies visant à améliorer le niveau de vie des producteurs locaux, à garantir l'accès des citoyens à une alimentation saine et à réduire les émissions dues au transport des denrées alimentaires en promouvant les circuits courts. Par exemple, au Havre Métropole, une ville-région française comprenant 54 municipalités, un outil « **Food Web** » a été développé pour géolocaliser les acteurs clefs de l'écosystème alimentaire et

cartographier les liens qui les unissent, afin de renforcer le flux des échanges entre les consommateurs et les producteurs locaux. À Gand, en Belgique, le projet **Vanier**, une plateforme coopérative innovante dirigée par des agriculteurs, fournit aux cantines publiques, aux restaurants et aux petits commerces de la ville des produits locaux issus de l'agriculture durable.

Dans les quartiers défavorisés et mal desservis qui pâtissent d'un manque d'accès à des aliments sains et durables, les fermes urbaines peuvent augmenter l'offre locale tout en réduisant les émissions de carbone. Les villes peuvent soutenir l'agriculture urbaine en protégeant ou en convertissant des terres en zone agricole à travers l'adoption de mesures juridiques, fiscales et urbanistiques, comme le montre l'exemple de Barcelone, Brighton et Hove, Liège, Manta, Pittsburgh et Washington DC. Des villes comme Manta, en Équateur, et Surakarta, en Indonésie, proposent également des formations à l'agriculture biologique ; tandis que Rio de Janeiro et Quito aident les agriculteurs urbains à conquérir des marchés et à être décemment rémunérés. Par exemple, depuis 2019, plus de 1 336 **jardins familiaux et communautaires** ont été créés dans la ville de Manta, ce qui profite à environ 3 000 résidents puisqu'ils favorisent l'autosuffisance alimentaire et le bien-être de la communauté.

## 2.4 VEILLER À CE QUE DES RÉGIMES ALIMENTAIRES SAINS ET DURABLES SOIENT DISPONIBLES, ACCESSIBLES ET DÉSIRABLES

Les villes et les régions reconnaissent la nécessité de modifier les habitudes alimentaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et garantir une alimentation durable et saine pour tous. Cependant, les aliments sains et respectueux de l'environnement ne sont pas toujours accessibles à tous.<sup>115</sup> En 2021, 42 % de la population mondiale n'avait pas les moyens de s'offrir une alimentation saine ; les quartiers à faibles revenus et mal desservis étant les plus touchés par cette situation. Les collectivités locales sont souvent pionnières pour réduire ces inégalités, adressant simultanément le manque d'accès à la nourriture, la nutrition et l'action climatique, et surpassant, de fait, les gouvernements



nationaux dans la mise en œuvre de politiques proactives.

De nombreuses villes américaines s'efforcent de rendre plus abordables les produits locaux vendus sur les marchés de producteurs. Ces marchés desservent davantage les milieux défavorisés grâce aux prestations fédérales du Programme d'aide nutritionnelle et du Programme pour les femmes, les nourrissons et les enfants qui aident les familles à faibles revenus à acheter des aliments sains. La ville de New Haven, au Connecticut, accorde une somme équivalente à la valeur des prestations fédérales lorsqu'elles sont utilisées sur les marchés de producteurs, ce qui encourage les consommateurs à adopter une alimentation saine et durable. New Haven place cette action dans le cadre d'une **stratégie alimentaire intégrée** qui permet aux communautés à faibles revenus d'avoir accès à des produits frais, tout en soutenant l'économie locale et en préservant la productivité des terres agricoles dans tout l'État.

Une autre ville américaine, Baltimore, au Maryland, est pionnière dans la mise en place d'une approche de justice territoriale urbaine qui vise à garantir à tous les citoyens un accès équitable à une alimentation saine et nutritive. Alors que 31 % des Noirs américains vivent dans des zones où l'accès à une alimentation saine est limité, seulement 9 % de la population blanche subit le même problème. Pour remédier à cette injustice, la ville a réuni les **services de l'urbanisme, du développement durable, de la santé et du développement**. Ces derniers mettent actuellement en œuvre des stratégies visant à améliorer l'environnement alimentaire de la ville, notamment en assurant la livraison de produits frais, en allouant des ressources aux entrepreneurs du secteur alimentaire et en offrant des avantages fiscaux pour la relocalisation ou la rénovation de points de vente alimentaires.

Les campagnes de sensibilisation qui ciblent simultanément la production, la consommation et la distribution de produits durables et sains font partie des plus efficaces pour s'attaquer aux causes profondes des mauvaises habitudes alimentaires. Les **politiques alimentaires intégrées** de Mouans-Sartoux (France) connaissent un grand succès et ciblent les consommateurs, les détaillants alimentaires, les agriculteurs, le secteur des marchés publics et les déchets alimentaires. Ces actions ont

permis à 59 % des habitants d'adopter un régime alimentaire plus durable et plus sain (c.à.d. : moins de viande et d'aliments ultra-transformés et plus d'aliments biologiques, saisonniers et locaux), ce qui s'est traduit par une amélioration de la santé, des effets sur l'environnement et une réduction de 19 % des émissions de carbone. Le South Lanarkshire, en Écosse, où la faim persiste et où deux habitants sur trois sont en surpoids ou obèses, met en œuvre des politiques alimentaires intégrées du même ordre dans le cadre de sa **Stratégie Good Food**.

Les engagements climatiques pris à des niveaux de gouvernance plus élevés peuvent également contribuer à dynamiser l'action locale en matière d'alimentation. Par exemple, en tant que signataire du « **Green Deal** » régional flamand, Gand s'est engagé à opérer une **transition protéique**. La ville s'est fixée comme objectif de passer à un apport protéique issu à 60 % de protéines végétales et à 40 % de protéines animales.<sup>x</sup> La ville accompagne et soutient les restaurants et les magasins qui proposent des alternatives végétariennes, et organise des ateliers de cuisine pour les chefs et les et les citoyens. Les écoles, les crèches et les services publics de Gand proposent des menus végétariens le jeudi. Ces politiques contribuent à ce que le nombre de végétariens à Gand soit supérieur à la moyenne belge.

Alors que les gouvernements nationaux redoutent la réforme des habitudes alimentaires, de nombreuses collectivités locales montrent la voie en s'appuyant sur la planification urbaine, l'accès au marché et les campagnes de sensibilisation. Ce faisant, elles promeuvent leurs systèmes alimentaires locaux et favorisent l'accès et les préférences vers des aliments sains et durables.

## 2.5 UTILISER LES MARCHÉS PUBLICS POUR FAVORISER LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DURABLES

De nombreuses collectivités locales s'appuient également sur les marchés publics pour concrétiser

<sup>x</sup> Si une transition vers des régimes alimentaires à base de plantes est bienvenue et nécessaire dans les régions où la consommation de viande est élevée, une trop grande insistance sur les protéines risque de pénaliser tous les systèmes d'élevage, même ceux qui peuvent être bénéfiques pour la biodiversité, l'utilisation des ressources et les moyens de subsistance. Cela risque également de promouvoir les « protéines alternatives » sans tenir compte des risques et des incertitudes qu'elles comportent. Pour en savoir plus, voir IPES-Food, 2022. [La politique des protéines: analyse des discours concernant le bétail, le poisson, les «protéines alternatives» et la durabilité.](#)

leurs engagements en matière d'alimentation durable, en utilisant leur pouvoir d'achat pour donner priorité aux produits locaux, nutritifs et respectueux de l'environnement dans les écoles, les universités, les hôpitaux et d'autres centres de services sociaux.<sup>116</sup>

À São Paulo, la ville a mis en place un programme d'achat pour fournir aux écoles des produits locaux, durables et provenant de fermes familiales. Ce **programme de repas scolaires** est l'un des plus importants au monde et sert plus de 2 millions de repas équilibrés chaque jour. Le Programme **Good Food Purchasing** de la ville de New York vise également à augmenter la part de produits régionaux qu'elle achète, et ce, à la fois pour soutenir les petits agriculteurs et pour renforcer la résilience de sa chaîne de valeur. Pour atteindre cet objectif, la ville a investi dans la modernisation et l'expansion des Food Hubs (c.-à-d. : des plateformes BtoB valorisant les circuits courts), dans le développement de partenariats avec des exploitations agricoles régionales visant à sensibiliser et à étendre l'offre de formation, et dans le lancement de Food Hubs régionaux permettant aux petits agriculteurs de regrouper leur offre et d'être compétitifs auprès de la grande distribution.

Aux États-Unis, le **programme Good Food Purchasing** aide les villes à orienter les achats institutionnels de manière à répondre à des objectifs sociaux, économiques et environnementaux. Le programme propose des données et une boîte à outils pouvant améliorer la transparence et la responsabilité des acteurs impliqués dans les marchés publics du secteur alimentaire. Il encourage les institutions publiques à tirer parti de leur pouvoir d'achat pour soutenir les économies locales, la durabilité environnementale, les travailleurs du secteur, la nutrition et le bien-être animal. Grâce à ce programme, plus de 2,5 millions d'élèves de 50 municipalités bénéficient de repas plus sains et équilibrés.<sup>117</sup>

La ville de New York est devenue la première ville des États-Unis à rejoindre le **Cool Food Pledge** en 2021, un engagement mondial des villes et des organisations à réduire de 25 % les émissions liées à la nourriture servie dans les cafétérias publiques d'ici 2030. Dans le cadre de cet engagement, New York s'est engagée à réduire de 33 % les émissions liées à la nourriture d'ici à 2030 dans toutes ses structures municipales, y compris les écoles, les hôpitaux, les prisons, les maisons de retraite et les refuges pour sans-abri. Les 11 hôpitaux publics de la ville ont lancé des repas par défaut à base de plantes, ce qui a permis de réduire les émissions de carbone de 36 %

dès la première année. Les autres membres du Cool Food Pledge sont Gand, Milan et Washington, D.C.

## « Certaines collectivités locales exploitent davantage le pouvoir des marchés publics en prescrivant une réduction de 25 % des émissions liées aux achats publics d'ici à 2030. »

Certaines collectivités locales sont allées plus loin en imposant légalement des marchés publics durables. En 2021, Washington DC est devenue la première ville des États-Unis à adopter une loi sur l'achat d'aliments durables (**Green Food Purchasing Act**), imposant une réduction de 25 % de ses émissions de gaz à effet de serre liée à ses achats de produits alimentaires d'ici à 2030. Cette loi prévoit également des contrôles obligatoires, tout en veillant à ce que les repas soient nutritifs et adaptés au contexte culturel. La Catalogne travaille à l'élaboration d'une loi similaire. Elle s'inspire de l'initiative de l'UE **Product Environmental Footprint**, qui vise à développer une méthodologie à l'échelle de l'UE capable de calculer l'empreinte environnementale des produits. La Catalogne utilisera ce "calculateur de durabilité" pour créer un cadre législatif et une loi sur la production et les marchés publics durables.

## 2.6 RÉDUIRE LES DÉCHETS ALIMENTAIRES ET AMÉLIORER LA GESTION DES DÉCHETS

Alors que seulement 11 % des pays se sont engagés à réduire les pertes ou les déchets alimentaires dans leur CDN,<sup>118</sup> les gouvernements locaux mettent en œuvre une multitude de stratégies pour réduire les émissions liées aux déchets alimentaires, à travers notamment la prévention du gaspillage et l'amélioration de la gestion des déchets. Grâce à des

programmes de compostage, des jardins communautaires et des pratiques alimentaires durables, ces initiatives permettent non seulement de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de développer des systèmes alimentaires locaux plus durables et plus résistants.

**Le programme** Marchés et parcs durables de São Paulo cible plus de 800 marchés alimentaires hebdomadaires, dont les invendus étaient traditionnellement jetés dans les décharges. Des employés ont été embauchés pour collecter les aliments propres à la consommation et des banques alimentaires ont été contactées pour les distribuer. Les déchets alimentaires impropres à la consommation et les déchets verts générés par les parcs ont été transformés en installations de compostage à faibles émissions. Ainsi, cette politique alimentaire intégrée réduit les émissions de gaz à effet de serre, renforce la sécurité alimentaire et la nutrition et crée de l'emploi.

Certaines villes déploient des campagnes astucieuses pour inciter les entreprises et les citoyens à être leader dans la réduction des déchets alimentaires. Gand poursuit l'objectif de l'UE de réduire de moitié les déchets alimentaires de la ville et collabore avec les écoles, les hôpitaux, les centres de soins et le secteur de l'hôtellerie pour mettre en place des actions concrètes permettant d'atteindre cet objectif. En 2020, Bruges a lancé la campagne de lutte contre le gaspillage alimentaire **Food Winners**, composée de 50 ambassadeurs formés à l'achat, à la cuisson et au stockage des aliments, qui ont utilisé leurs nouvelles connaissances en matière de réduction du gaspillage alimentaire pour motiver leurs pairs. En 2022, la ville comptait 5 000 ambassadeurs, a réduit ses déchets alimentaires de 55 % et a rédigé **un guide de bonnes pratiques** à l'intention d'autres villes.

À Vienne, des réfrigérateurs communaux situés dans les espaces publics permettent aux citoyens de partager librement leurs surplus alimentaires. Depuis 2018, cinq réfrigérateurs ont été installés, permettant d'économiser plus de 1 500 kilogrammes de nourriture par réfrigérateur chaque année. Dans le cadre de son programme de prévention des déchets alimentaires, Vienne a également ouvert **TafelHaus** en 2017, un centre de collecte des aliments. En plus de faciliter le stockage et le tri des aliments, le centre propose des ateliers de cuisine et de nutrition qui apprennent aux résidents à cuisiner et à conserver les fruits et légumes de saison en grande quantité. Le centre a également développé des programmes pour les jeunes tels que le "laboratoire des odeurs et des goûts" qui motivent cette génération à apprendre comment cuisiner et conserver les aliments.

Si la réduction et la prévention des déchets alimentaires sont les stratégies les plus efficaces pour réduire les émissions, l'amélioration des installations de gestion des déchets peut également diminuer les émissions des déchets organiques ne pouvant être évités.<sup>119</sup> En 2018, Surakarta a interdit les décharges temporaires et mis en œuvre des politiques de collecte et de traitement des déchets alimentaires destinés à servir de compost dans les fermes urbaines. De plus, les hôtels, les restaurants et les commerces alimentaires ont été informés et conseillés pour prévenir les déchets à la source, et réussir à atteindre les objectifs fixés. Dans la dernière phase de son programme alimentaire, Boston relie les fermes urbaines à son programme local de compostage, ce qui rend le compostage des ménages plus rentable et permet à la ville d'avancer sur ses engagements climatiques en matière de déchets alimentaires.

## 2.7 TIRER PARTI DES PARTENARIATS ET DES RÉSEAUX D'APPRENTISSAGE

Des réseaux régionaux et mondiaux ont aidé les villes et les régions signataires de la Déclaration de Glasgow à développer, mettre en œuvre et contrôler plus efficacement l'action alimentaire et climatique, notamment relative aux émissions de gaz à effet de serre. En facilitant la collaboration et la communication entre collectivités, ces réseaux peuvent encourager l'échange d'idées, identifier des centres d'intérêt et des défis communs, et développer l'apprentissage.

**Le Pacte de Milan pour une politique alimentaire urbaine** est l'une des plus grandes plateformes mondiales soutenant la coopération et le partage des connaissances en matière de politique alimentaire entre les villes (de nombreux signataires de la déclaration de Glasgow font également partie du réseau). En 2022, les villes de New York et de Londres, signataires de la déclaration de Glasgow, ont été **primées par le Pacte de Milan**. New York a été récompensé pour son programme d'achat, le Good Food Purchasing Framework, et Londres pour son programme de réduction des déchets alimentaires (Food Waste Reduction Program).

La collecte de données sur l'impact des politiques alimentaires - et en particulier sur les émissions de

gaz à effet de serre - est un défi auquel les autorités locales sont confrontées. **Le défi de Barcelone** du Pacte de Milan (auquel participent sept signataires de la déclaration de Glasgow) est un outil qui pousse les villes à élargir leurs engagements en matière d'alimentation et de climat en mesurant de manière exhaustive les impacts de leurs politiques, y compris les réductions d'émissions de gaz à effet de serre. De même, l'alliance britannique pour une meilleure alimentation et agriculture, appelée "Sustain", gère la boîte à outils "chaque bouchée compte" (**Every Mouthful Counts**) à l'intention des autorités locales. Cette initiative a déjà aidé 52 communes au Royaume-Uni à cibler les domaines où les émissions liées à l'alimentation pouvaient être réduites considérablement. Cette boîte à outils fournit des estimations sur la réduction de l'empreinte carbone générée par diverses actions. Elle présente également les bénéfices secondaires de ces actions sur la santé publique et le bien-être, la nature et la biodiversité, le lien social et le développement économique. 18 signataires de la déclaration de Glasgow ont déjà utilisé cette boîte à outils. Elle a permis, par exemple, à **Brighton et Hove** de déterminer que 3 366 tonnes de CO2 avaient été évitées chaque année en affectant des terres aux jardins communaux, et que 523 tonnes de CO2 avaient été évitées en redistribuant les surplus alimentaires.

Au Brésil, le **laboratoire sur les politiques alimentaires urbaines** (LUPPA) a apporté un soutien opérationnel à plus de 30 villes brésiliennes pour les aider à élaborer des politiques alimentaires (six sont signataires de la déclaration de Glasgow). Les participants au LUPPA apprennent d'abord à cartographier les défis, les opportunités, les leviers d'action et les dispositifs de mise en œuvre de leur système alimentaire local. Ensuite, les participants dialoguent, débattent et partagent leurs expériences

sur les opportunités et défis rencontrés lors de l'élaboration de leurs politiques alimentaires. Dirigé par le Think Tank **Comida do Amanhã** et soutenu par le **réseau ICLEI** (Gouvernements locaux pour le développement durable), LUPPA organise actuellement **sa troisième édition** consacrée à l'élaboration de politiques alimentaires avec un nouveau groupe de villes. Chaque groupe permet d'élargir le réseau, de consolider les acquis et de proposer un mentorat en associant les nouveaux et les anciens membres.

À Coimbra, au Portugal, les **corridors alimentaires** sont au cœur des priorités alimentaires de la région. Il s'agit d'un réseau européen de villes et de régions qui s'engage à concevoir des plans alimentaires régionaux visant tout particulièrement à renforcer les liens entre les zones urbaines et rurales. Ce réseau a été créé dans le cadre du **programme URBACT** de la Commission européenne, un projet visant à encourager la coopération et l'échange d'idées entre les villes sur de nombreuses questions thématiques. **La stratégie alimentaire 2022 de la ville de Coimbra**, et les priorités d'action qui en émanent, s'appuient sur la participation de la ville au Réseau des corridors alimentaires.

Les gouvernements locaux démontrent comment la transformation du système alimentaire peut être utilisée comme levier de l'action climatique. Leurs initiatives donnent de précieux exemples sur la façon dont les engagements alimentaires et climatiques peuvent être réalisés. Les gouvernements nationaux peuvent tirer profit et s'inspirer de ces succès locaux pour affiner et améliorer leurs propres politiques climatiques. Cela permettrait de développer une approche plus exhaustive et efficace pour lutter contre le changement climatique à travers notre alimentation.



Credit: Kate Lee, DC DOEE

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Ce rapport a démontré que **les gouvernements nationaux ne parviennent pas à mettre en œuvre des plans et des politiques ambitieux en matière d'alimentation et de climat**. Ils ne mobilisent pas encore le potentiel de transformation des systèmes alimentaires et n'abordent la question de l'alimentation que de manière superficielle dans leurs CDN. Les systèmes alimentaires reçoivent moins d'attention dans les débats climatiques que d'autres vecteurs du changement climatique, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les systèmes alimentaires sont incroyablement complexes, et produisent des émissions qui englobent tous les principaux gaz à effet de serre et recourent toutes les sources de pollution. Cette complexité entrave la prise en compte des systèmes alimentaires dans les discussions climatiques, qui sont souvent axées sur

des secteurs ou des thématiques spécifiques.

Deuxièmement, **les systèmes alimentaires actuels, qui reposent sur la commercialisation des cultures de rente, et promeuvent par ce biais l'agriculture industrielle, sont prisonniers d'une série de cercles vicieux**.<sup>120</sup> Pour stabiliser leur balance commerciale, de nombreux pays sont devenus dépendants de l'agriculture d'exportation, qui résulte en une réticence, voire une incapacité, à transformer les systèmes dominants. De plus, les multinationales agroalimentaires exercent une influence considérable sur les politiques et les décisions relatives aux systèmes alimentaires.<sup>121</sup> Cette concentration de pouvoir conduit à prioriser les intérêts des grandes entreprises plutôt que les solutions visant à transformer les systèmes

alimentaires.

Cependant, de nombreuses collectivités locales, en véritables précurseurs du changement, ont pris l'initiative de reconnaître et d'aborder de manière systémique la complexité des interactions qui unissent l'alimentation et le climat. **Elles sont les principales protagonistes de la mise en œuvre de politiques climatiques et sont à l'origine d'actions novatrices qui peuvent être mises à l'échelle et reproduites.** Elles intègrent des mesures en faveur de l'alimentation dans leurs plans climatiques, définissent des objectifs mesurables, suivent les progrès réalisés, fusionnent des objectifs environnementaux et sociaux, soutiennent l'agriculture durable, encouragent le passage à une alimentation saine et durable et réduisent les pertes et les déchets alimentaires. Grâce à une approche du système alimentaire collaborative et intégrée, ces collectivités locales réduisent les émissions de gaz à effet de serre tout en offrant de multiples bénéfices connexes à leurs communautés.

Il faut reconnaître que les actions locales présentées dans ce rapport ont pris forme dans des contextes politiques, économiques et sociaux très divers. Cependant, elles émanent toutes de collectivités locales particulièrement ambitieuses, dont les succès peuvent être attribués à un certain nombre de facteurs clefs. Ces derniers vont de l'adoption transversale de politiques alimentaires par les différents services de l'administration locale, à l'implication des membres de la société civile dans la prise de décision, au financement adéquat de la mise en œuvre des politiques et, surtout, à la sensibilisation, à la volonté et au leadership politique sur le long terme, entre autres.<sup>122</sup> Lorsque les collectivités locales peuvent s'assurer que plusieurs de ces facteurs clefs sont en place, elles peuvent agir plus rapidement et plus efficacement pour mettre en œuvre leurs actions en faveur de l'alimentation et du climat.

En effet, de nombreuses collectivités locales cherchant à mettre en œuvre des politiques alimentaires et climatiques ambitieuses se heurtent encore à des contraintes et des obstacles importants qui doivent être surmontés pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans la lutte contre la crise climatique.

Tout d'abord, les politiques nationales et internationales actuelles tout comme les cadres de financement verrouillent et pérennisent les pratiques alimentaires et agricoles non durables, ce qui rend le combat pour la transformation du système alimentaire au niveau local difficile et complexe.

Deuxièmement, **les villes et les régions doivent souvent faire face à des ressources très limitées.**

Les collectivités locales se heurtent souvent à des obstacles financiers et au défaut de personnel (ex. restrictions budgétaires, manque de capacités) qui les empêchent de mettre en œuvre leurs ambitieux programmes alimentaires.<sup>123</sup> Et bien que, comme le montre ce rapport, il existe un nombre croissant d'initiatives locales et régionales en matière de climat, ces efforts sont souvent mal coordonnés avec les gouvernements nationaux et les villes et régions voisines. Les services locaux chargés de l'alimentation et du climat se trouvent souvent en désaccord avec l'administration municipale et régionale, et se retrouvent freinés dans leurs efforts de changement par des barrages institutionnels. Ces obstacles empêchent les villes et les régions d'exploiter pleinement leur potentiel pour avancer vers un avenir résilient et décarboné.

La contribution des initiatives infranationales n'est pas toujours mesurée et évaluée ce qui freine leur intégration dans les programmes climatiques nationaux.<sup>124</sup> **Il n'existe pas encore de processus formel permettant de mesurer et de documenter la contribution des actions locales à la réalisation des objectifs climatiques nationaux dans le cadre de la CCNUCC.** Des propositions ont été faites à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour ajouter aux contributions déterminées au niveau national celles issues du niveau local et régional, et pour inclure les progrès locaux dans les rapports d'évaluation nationaux.<sup>125</sup> Les agences des Nations unies ont également fourni de précises instructions sur la manière d'intégrer l'action locale dans les plans climatiques nationaux.<sup>126,127</sup>

Enfin, il convient de souligner que le rôle et le pouvoir des collectivités locales varient considérablement à travers le monde. La capacité administrative et le degré d'autonomie politique et financière dont jouissent les autorités infranationales diffèrent d'un pays à l'autre. De plus, dans de nombreuses régions du monde, les gouvernements municipaux sont dirigés par l'opposition. Cela tend à la fois à complexifier les relations entre les gouvernements nationaux et locaux, et à favoriser les changements au niveau local, qui peut bénéficier d'une plus grande volonté politique.

Bien que les collectivités locales soient pionnières dans la création et la mise en œuvre de politiques novatrices, un réel changement transformationnel dépend du leadership des gouvernements nationaux. Les systèmes alimentaires et le changement climatique étant par nature complexe et

globaux, les gouvernements nationaux sont mieux équipés pour examiner les politiques et les accords commerciaux internationaux qui affectent l'utilisation, la production et la distribution des ressources naturelles. Les gouvernements nationaux ont également le pouvoir et la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres réglementaires, tels que les obligations d'étiquetage des denrées alimentaires et les réglementations environnementales, qui favorisent le développement durable et entraînent des bienfaits sur la santé. Enfin, les gouvernements nationaux ont la capacité d'orienter les ressources à plus grande échelle par le biais de subventions, d'aides, d'incitations et des dépenses de la fonction publique.

Les politiques alimentaires locales ont d'ores et déjà, et à de nombreuses reprises, inspiré et impulsé l'action nationale. Par exemple, en 1993, la municipalité de Belo Horizonte, au Brésil, a lancé l'un des programmes de sécurité alimentaire les plus importants au monde. Le succès de ce programme a inspiré le programme fédéral "Faim zéro", qui a permis de réduire de plus de moitié le niveau d'insécurité alimentaire au Brésil entre 2004 et 2013 et de rayer le pays de la Carte de la faim.<sup>128</sup> Au Karnataka, en Inde, le Zero Budget Natural Farming Movement (ZBNF) a vu le jour en 2002 pour répondre à de nombreuses crises liées au taux de suicide des agriculteurs, à l'endettement et à la dégradation de l'environnement.<sup>129</sup> L'intérêt et les pratiques de cette approche agroécologique se sont étendus aux États voisins, pour aboutir en 2016 à la mise en place du plan de l'Andhra Pradesh, qui vise à

devenir le premier État indien à pratiquer une agriculture 100 % naturelle d'ici à 2024. Cet État est désormais le plus grand exemple de transformation agroécologique au monde, englobant 6 millions d'agriculteurs, plus de 6 millions d'hectares et 50 millions de consommateurs. Le ZBNF est désormais soutenu par des fonds fédéraux et s'est étendu à la quasi-totalité des États indiens. Ce programme a permis d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales, de faciliter l'accès à la nourriture, de préserver la biodiversité, de renforcer la résilience climatique et de faire face aux problèmes de pollution et de pénurie d'eau.<sup>130</sup>

Les considérations et les contraintes énumérées ci-dessus soulignent la nécessité de concevoir et de mettre en œuvre des engagements climatiques et alimentaires qui soient en cohérence avec tous les niveaux de gouvernance. Il est également crucial de reconnaître le rôle des autorités locales dans l'action climatique et de veiller à ce qu'elles disposent d'un soutien et de financements adéquats. Seule une approche globale combinant les efforts locaux, nationaux et mondiaux permettra de réduire rapidement et fortement les émissions de gaz à effet de serre, et de surmonter ainsi le défi de la crise climatique.

Pour permettre ce changement, nous identifions trois ensembles d'actions que les gouvernements peuvent réaliser afin de mobiliser le potentiel climatique de la transformation des systèmes alimentaires.

## RECOMMANDATION 1

### Les gouvernements nationaux devraient réviser les CDN pour y inclure des actions portant sur le système alimentaire

Cela impliquerait de :

- Orienter l'action climatique sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, de la production au gaspillage en passant par la distribution et la consommation, pour traiter de manière intégrée le tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre que les systèmes alimentaires génèrent.
- Définir des objectifs réalisables et mesurables applicables au système alimentaire, comprenant des sous-objectifs, des indicateurs et des mesures spécifiques, afin de transiter vers une production et une consommation durable.
- Garantir l'engagement et l'inclusion d'un large panel d'acteurs dans l'élaboration et la mise en œuvre des CDN liées à l'alimentation, particulièrement ceux qui sont les plus touchés par les enjeux alimentaires et climatiques (notamment les petits exploitants agricoles, les communautés autochtones, les populations urbaines marginalisées, les femmes et les jeunes) afin de permettre une transition juste.

## RECOMMANDATION 2

### Les gouvernements nationaux devraient mettre en place des dispositifs efficaces pour élaborer, mettre en œuvre et rendre compte des CDN en collaboration avec les collectivités locales

Cela impliquerait de :

- Développer des mécanismes de gouvernance inclusifs et participatifs pour l'élaboration et la mise en œuvre des CDN par les gouvernements nationaux et locaux, et ce, de manière transversale entre les différents services.
- Établir des cadres politiques et de financement favorables et porteurs afin d'intégrer les objectifs des CDN dans tous les secteurs et à tous les niveaux de gouvernance.
- Créer un processus formel au sein de la CCNUCC pour reconnaître, mesurer et documenter la contribution des actions locales à la réalisation des objectifs climatiques nationaux ; mettre en cohérence les indicateurs et les méthodologies du niveau local au niveau national afin d'améliorer la justesse du suivi de l'action climatique, et des efforts de responsabilisation en la matière.

## RECOMMANDATION 3

### En s'appuyant sur les exemples pionniers décrits ci-dessus, les collectivités locales devraient développer des politiques alimentaires intégrées pour en faire un outil clef de l'action climatique

Cela impliquerait de :

- Veiller à ce que ces politiques adoptent une approche axée sur les systèmes alimentaires, avec des actions portant sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.
- Impliquer les acteurs de chaque segment de la chaîne alimentaire locale, en particulier ceux qui sont les plus touchés par les enjeux alimentaires et climatiques.
- Soutenir les efforts visant à mesurer et à rendre compte des émissions de gaz à effet de serre provenant des systèmes alimentaires.
- Encourager la coopération et l'échange de bonnes pratiques entre les collectivités locales.
- Favoriser la coopération multilatérale et les processus d'intégration entre les cadres locaux, régionaux et nationaux.

Les systèmes alimentaires et l'action locale ont tous deux manqué de considération dans les débats internationaux sur le changement climatique. Pourtant, ils peuvent servir à diminuer considérablement les émissions et à replacer les efforts de développement sur la voie de la durabilité et de la résilience climatique. Les gouvernements nationaux peuvent s'inspirer de la richesse des connaissances émanant du niveau local et collaborer avec ses multiples réseaux pour améliorer l'efficacité des initiatives multi-niveaux et multi-acteurs liées au climat et à l'alimentation. Les contributions

déterminées au niveau national font partie de la réponse mondiale au changement climatique, mais pour relever ce défi, elles se doivent d'être holistiques et transformatrices. Ignorer un tiers des gaz à effet de serre mondiaux provenant des systèmes alimentaires n'est pas en option.

**Le bilan de l'Accord de Paris qui aura lieu lors de la COP28 est une occasion incontournable pour réviser les engagements nationaux en matière de climat afin d'y inclure de façon systématique les systèmes alimentaires et l'action locale.**



# NOTES DE FIN

- 1 Mukherji, Aditi, Peter Thorne, William W L Cheung, Sarah L Connors, Matthias Garschagen, Oliver Geden, Bronwyn Hayward, et al. (IPCC). "Rapport de synthèse afférent au sixième Rapport d'évaluation (AR6)," (2023).
- 2 Crippa, M., E. Solazzo, D. Guizzardi, F. Monforti-Ferrario, F. N. Tubiello, et A. Leip. "Food Systems Are Responsible for a Third of Global Anthropogenic GHG Emissions," Nature Food 2, n. 3 (mars 2021): 198–209.
- 3 Poore, J., et T. Nemecek. "Reducing Food's Environmental Impacts through Producers and Consumers," Science 360, n. 6392 (juin 2018): 987–92.
- 4 The Center for International Environmental Law (CIEL). "Fossils, Fertilizers, and False Solutions: How Laundering Fossil Fuels in Agrochemicals Puts the Climate and the Planet at Risk," (2022).
- 5 Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). "Global Food Losses and Food Waste," (2011).
- 6 Zhu, Jingyu, Zhenyi Luo, Tingting Sun, Wenxuan Li, Wei Zhou, Xiaonan Wang, Xunchang Fe et al. "Cradle-to-grave emissions from food loss and waste represent half of total greenhouse gas emissions from food systems," Nature Food 4 (2023) : 247–256.
- 7 Harwatt, Helen, Klas Wetterberg, Arpana Giritharan, and Tim Benton. "Aligning food systems with climate and biodiversity targets." Chatham House, (2022).
- 8 Pörtner, Hans-Otto, Robert J. Scholes, John Agard, Emma Archer, Xuemei Bai, David Barnes, Michael Burrows, et al. "IPBES-IPCC Co-Sponsored Workshop Report on Biodiversity and Climate Change," IPBES et IPCC, (2021).
- 9 IPES-Food. "Rompre le cycle des systèmes alimentaires non durables, de la faim et de la dette," (2023).
- 10 Afshin, Ashkan, Patrick John Sur, Kairsten A. Fay, Leslie Cornaby, Giannina Ferrara, Joseph S Salama, Erin C Mullany, et al. "Health Effects of Dietary Risks in 195 Countries 1990–2017: A Systematic Analysis for the Global Burden of Disease Study 2017," The Lancet 393, no. 10184 (2019): 1958–72.
- 11 FAO, IFAD, UNICEF, WFP et WHO. "Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain." Résumé de l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023, Rome : FAO, 2023.
- 12 Afshin, et al. "Health Effects of Dietary Risks in 195 Countries 1990–2017."
- 13 International Food Research Institute (IFPRI). "Urbanization and the Nutrition Transition," (2017).
- 14 IPCC. "Rapport de synthèse afférent au sixième Rapport d'évaluation (AR6)."
- 15 Kornhuber, Kai, Corey Lesk, Carl-Friedrich Schleussner, Jonas Jägermeyr, Peter Pfleiderer, and Radley M. Horton. "Risks of Synchronized Low Yields Are Underestimated in Climate and Crop Model Projections," Nature Communications 14, no. 1 (juillet 2023).
- 16 FAO, et al. "Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain."
- 17 FAO, UNDP, et UNEP. "A Multi-Billion-Dollar Opportunity – Repurposing Agricultural Support to Transform Food Systems," (2021).
- 18 IPES-Food. "COVID-19 et la crise dans les systèmes alimentaires : Symptômes, causes et solutions potentielles," (2019).
- 19 IPES-Food. "À nouveau en eaux troubles : Comment l'incapacité à réformer les systèmes alimentaires a permis à la guerre en Ukraine de déclencher une troisième crise mondiale des prix alimentaires en 15 ans, et comment éviter la prochaine," (2022).
- 20 Skea J., Shukla, E. Calvo Buendia, V. Masson-Delmotte, H.-O. Pörtner, D. C. Roberts, P. Zhai, R. Slade, et al. (IPCC). "Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems." Cambridge University Press, (2019) : 896.
- 21 FAO. Transforming Food and Agriculture to Achieve the SDGs. Rome: FAO, 2018.
- 22 United Nations. "Framework Convention on Climate Change," Paris Agreement. T.I.A.S. No. 16-1104 (2015).
- 23 Rajamani, L., & Brunnée, J. "The Legality of Downgrading Nationally Determined Contributions under the Paris Agreement: Lessons from the US Disengagement," Journal of Environmental Law 29 n. 3, (2017) : 537–551.
- 24 IPCC. "Synthesis Report of the IPCC Sixth Assessment Report (AR6)."
- 25 IPES-Food. "De l'Uniformité et la Diversité : Changer de paradigme pour passer de l'agriculture industrielle à des systèmes agroécologiques diversifiés," (2016).
- 26 IPES-Food, IFOAM – Organics International, Agroecology Europe, FiBL Europe, et Regeneration International. "Un cadre unificateur pour la transformation des systèmes alimentaires," (2021).
- 27 IPCC. "Climate Change and Land."
- 28 Conseil consultatif scientifique auprès du Secrétaire Général de l'ONU. "The Future Is Now – Science for Achieving Sustainable Development," New York : Nations Unies, 2019.
- 29 Comme décrit dans IPES-Food. "Towards a Common Food Policy for the European Union," (2019).
- 30 UNEP, FAO and UNDP. "Rethinking Our Food Systems : A Guide for Multi-Stakeholder Collaboration," Nairobi, Rome and New York, (2023).

- 31 Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition. "Partenariats multipartites pour le financement et l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 : Un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire," Rome : FAO, 2018.
- 32 Newell, Peter, Philipp Pattberg, et Heike Schroeder. "Multi-actor Governance and the Environment," Annual Review of Environment and Resources 37 (2012) : 365-387.
- 33 Downs, Shauna M., and Elizabeth L. Fox. "Uneven Decline in Food System Inequality," Nature Food 2, n.3 (2021) : 141-2.
- 34 Climate Tracker. "Climate Target Update Tracker", CAT, (2023).
- 35 ONU Programme pour l'environnement. "Emissions Gap Report 2022: The Closing Window – Climate crisis calls for rapid transformation of societies," Nairobi : ONU, 2022.
- 36 UNFCCC Secretariat. "Technical dialogue of the first global stocktake," (8 septembre, 2023).
- 37 Crippa, et al. "Food Systems Are Responsible for a Third of Global Anthropogenic GHG Emissions,"
- 38 The Food and Land Use Coalition (FOLU). "2022 Update: A Closer Look at NDCs from a Food and Land Perspective," (2022).
- 39 Global Alliance for the Future of Food (GAFF). "Opportunités inexploitées : la finance climat pour la transformation des systèmes alimentaires," (2022).
- 40 Bakhtary, Haseeb, Allison Tucker and Martina Fleckenstein. "Unlocking and Scaling Climate Solutions in Food Systems: An Assessment of Nationally Determined Contributions," WWF, (2022).
- 41 Hamilton, Ian, Harry Kennard, Alice McGushin, Lena Höglund-Isaksson, Gregor Kiesewetter, Melissa Lott, James Milner, et al. "The Public Health Implications of the Paris Agreement: A Modelling Study," The Lancet Planetary Health, (2021).
- 42 Clark, Michael R., Nina G. G. Domingo, Kimberly K Colgan, Sumil K. Thakrar, David Tilman, John Lynch, James R. Chelikowsky, et Jason Hill. "Global Food System Emissions Could Preclude Achieving the 1.5° and 2°C Climate Change Targets," Science 370, no. 6517 (2020) : 705–8.
- 43 IPCC. "Rapport de synthèse afférent au sixième Rapport d'évaluation (AR6)."
- 44 Vener, James, Maria Eugenia Di Paola, Carolina Robles, Nuria Zanzottera, Sladjana Bundalo, Raduska Cupac, Pinreak Suos, et al. Climate Action from the Ground Up: Supporting Cities and Local and Regional Governments to Achieve the Paris Agreement, UNDP (2022).
- 45 Comité européen des régions. "COP26: Ignoring the vital role played by cities and regions will undermine climate commitments, local and regional leaders warned from Glasgow," (novembre 2021). Voir aussi la [déclaration politique](#).
- 46 Plescia Boyd, Anya. "Enhancing Nationally Determined Contributions through Urban Climate Action," United Nations Human Settlements Programme UN-Habitat, (juin 2020).
- 47 Roe, Stephanie, Charlotte Streck, Michael Obersteiner, Stefan Frank, Bronson Griscom, Laurent Drouet, Oliver Fricko, et al. "Contribution of the Land Sector to a 1.5°C World," Nature Climate Change 9, n.11 (octobre 2019): 817–28.
- 48 Loken, B. et al. Bending the Curve: The Restorative Power of Planet-Based Diets. WWF, (2020).
- 49 Zhu, Jingyu, Zhenyi Luo, Tingting Sun, Wenxuan Li, Wei Zhou, Xiaonan Wang, Xunchang Fe et al. "Cradle-to-grave emissions from food loss and waste represent half of total greenhouse gas emissions from food systems". Nature Food4, (2023) : 247–256.
- 50 ibid.
- 51 Bakhtary, et al, "Unlocking and Scaling Climate Solutions in Food Systems."
- 52 IPES-Food, "Towards a Common Food Policy for the European Union," (2019).
- 53 FOLU, "2022 Update: A Closer Look at NDCs from a Food and Land Perspective."
- 54 GAFF, "Opportunités inexploitées."
- 55 Hamilton, et al., "The Public Health Implications of the Paris Agreement: A Modelling Study."
- 56 Harwatt, Helen, Klas Wetterberg, Arpana Giritharan, et Tim G. Benton. "Aligning Food Systems with Climate and Biodiversity Targets: Assessing the Suitability of Policy Action over the next Decade," Chatham House, (2022).
- 57 GAFF, "Opportunités inexploitées : la finance climat pour la transformation des systèmes alimentaires."
- 58 FOLU, "2022 Update: A Closer Look at NDCs from a Food and Land Perspective."
- 59 Bakhtary, et al. "Unlocking and Scaling Climate Solutions in Food Systems."
- 60 Ibid.
- 61 Poore et Nemecek. "Reducing Food's Environmental Impacts through Producers and Consumers."
- 62 Kesse-Guyot, Emmanuelle, Benjamin Allès, Joséphine Brunin, Hélène Fouillet, Alison Dussiot, Florine Berthy, Elie Perraud, et al. "Environmental Impacts along the Value Chain from the Consumption of Ultra-Processed Foods," Nature Sustainability 6, n. 2, (2022).
- 63 Tilman, David, et Michael Clark. "Global diets link environmental sustainability and human health," Nature, 515, n.7528 (2014) : 518–522.
- 64 FOLU, "2022 Update: A Closer Look at NDCs from a Food and Land Perspective."
- 65 UN Nutrition. "Nutrition's footprint in Costa Rica's climate change agenda." (23 décembre 2021).
- 66 Bakhtary et al. "Unlocking and Scaling Climate Solutions in Food Systems."
- 67 République fédérale de l'Ethiopie. "Updated Nationally Determined Contribution." Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (juillet 2021).
- 68 Ibid.

- 69 Zhu, Jingyu, et al. "Cradle-to-grave emissions from food loss and waste represent half of total greenhouse gas emissions from food systems."
- 71 Dora, Manoj, Shreyasee Biswas, Sonal Choudhary, Rakesh Nayak, and Zahir Irani. "A System-Wide Interdisciplinary Conceptual Framework for Food Loss and Waste Mitigation Strategies in the Supply Chain." *Industrial Marketing Management* (2021).
- 72 Ibid.
- 73 FOLU, "2022 Update: A Closer Look at NDCs from a Food and Land Perspective."
- 74 Poore et Nemecek. "Reducing Food's Environmental Impacts through Producers and Consumers."
- 75 Wedeux, Béatrice, Anke Schulmeister-Oldenhove. "Stepping up: The continuing impact of EU consumption on nature", WWF (2021)
- 76 Poore and Nemecek, "Reducing Food's Environmental Impacts through Producers and Consumers."
- 77 Ibid.
- 78 Ibid.
- 79 Heller, Martin, Gregory Keoleian, and Diego Rose, "Implications of Future US Diet Scenarios on Greenhouse Gas Emissions", Centre for Sustainable Systems, Michigan University. Report no. CSS20-01 (January 2020).
- 80 Loken, Brent, et al. "Diets for a Better Future: Rebooting and Reimagining Food Systems in the G20." EAT, Oslo, Norway (2020).
- 81 Hallström, E., A. Carlsson-Kanyama, and P. Börjesson. "Environmental Impact of Dietary Change: A Systematic Review," *Journal of Cleaner Production* 91 (2015) : 1-11.
- 82 Baker, Phillip, Priscila Machado, Thiago Santos, Katherine Sievert, Kathryn Backholer, Michalis Hadjikakou, Cherie Russell, et al. "Ultra-processed Foods and the Nutrition Transition: Global, Regional and National Trends, Food Systems Transformations and Political Economy Drivers," *Obesity Reviews* (2020).
- 83 Rauber, Fernanda, Maria Laura da Costa Louzada, Euridice Martinez Steele, Leandro F M de Rezende, Christopher Millett, Carlos A Monteiro, et Renata B Levy. "Ultra-Processed Foods and Excessive Free Sugar Intake in the UK: A Nationally Representative Cross-Sectional Study," *BMJ Open*, 9:e027546. (2019).
- 84 Juul, Filippa, Niyati Parekh, Euridice Martinez-Steele, Carlos Augusto Monteiro, et Virginia W Chang. "Ultra-Processed Food Consumption among US Adults from 2001 to 2018," *The American Journal of Clinical Nutrition*, (2022).
- 85 Kesse-Guyot, Emmanuelle, Benjamin Allès, Joséphine Brunin, Hélène Fouillet, Alison Dussiot, Florine Berthy, Elie Perraud, et al. "Environmental Impacts along the Value Chain from the Consumption of Ultra-Processed Foods." *Nature Sustainability* 6, n. 2. (2022).
- 86 GAFF. "Power Shift: Why we need to wean our food system off fossil fuels," (2023).
- 87 Ibid.
- 88 UNFCCC Secretariat & RCCC Dubai. "Virtual Workshop: Provisions/Process for NDCs and Katowice Guidance on ICTU", (2020).
- 89 IPCC. "Climate Change and Land."
- 90 FOLU, "2022 Update: A Closer Look at NDCs from a Food and Land Perspective."
- 91 IPCC. "Climate Change and Land."
- 92 The International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA). "Recognition of Indigenous Peoples in Nationally Determined Contributions: IWGIA Submission – Inputs to the first global stocktake October 2022," (2022).
- 93 Gouvernement des États-Unis d'Amérique. "Reducing Greenhouse Gases in the United States: A 2030 Emissions Target," *Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques* (avril 2021).
- 94 République fédérale démocratique d'Éthiopie. "Updated Nationally Determined Contribution," *Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques* (juillet 2021).
- 95 République du Sénégal. "Contribution Déterminée au Niveau National du Senegal," *Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques* (décembre 2020).
- 96 République Islamique de Mauritanie. "Contribution Déterminée Nationale Actualisée CDN 2021-2030," *Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques* (septembre 2021).
- 97 GAFF, "Opportunités inexploitées."
- 98 Ibid.
- 99 Lydén, Petter. *Localising NDCs with inspiration from the 2030 Agenda A closer look at Voluntary Local Reviews (VLRs) and Voluntary National Reviews (VNRs)*. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), (2021)
- 100 Bakhtary, et al. "Unlocking and Scaling Climate Solutions in Food Systems."
- 101 Peterson, Lauri, Harro van Asselt, Lukas Hermwille, et Sebastian Oberthür. "What Determines Climate Ambition? Analysing NDC Enhancement with a Mixed-Method Design." *Npj Climate Action*, (2023).
- 102 Escher, Romy et Melanie Walter-Rogg. "Does the conceptualization and measurement of democracy quality matter in comparative climate policy research?" *Polit. Gov.*6, (2018) : 117-144.
- 103 Tollin, Nicola, James Vener, Maria Pizzorni, Ainhoa Saurí Gázquez, Patrizia Gragnani, Maria Manez, Grazia Brunetta, Ombretta Caldarice, et al. "Urban Climate Action. The urban content of the NDCs: Global review 2022," *United Nations Human Settlements Programme UN-Habitat* (2022).
- 104 Ibid.
- 105 Gouvernement du Canada. "Pan-Canadian Framework on Clean Growth and Climate Change: First Annual Synthesis Report on the Status of Implementation." (2017).

- 106 Assembly of First Nations, Annual General Assembly. "Declaring a First Nations Climate Emergency," Resolution no. 05/2019, (July 2019); Inuit Tapiriit Kanatami. "National Inuit Climate Change Strategy," (2019); Vuntut Gwitch'in First Nation. "Yeendoo Diinehdoow Ji' heezrit Nits'oo Ts'o' Nan He'aa," (2019).
- 107 Ministère de l'environnement et des forêts du Kenya. "Kenya's Updated Nationally Determined Contribution (NDC)," Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, (décembre 2020).
- 108 Romero Mera, Camilo A. and Thomas Forster. "Urban Grassroots Engagement in Global Climate Debates," The Rosa Luxemburg Foundation (2023).
- 109 Gouvernement de la Colombie, "Actualización de la Contribución Determinada a Nivel Nacional de Colombia (NDC)," Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, (décembre 2020).
- 110 Bristow Sophie et Fiona Dowson. "Locally Determined Contributions." Centre for Climate Engagement. (7 novembre, 2022).
- 111 House of Commons Debate. "Reaching Net Zero: Local Government Role," 5 juin 2023, vol 733.
- 112 Aidt, Mik. "Climate Emergency Declarations in 2,339 Jurisdictions and Local Governments Cover 1 Billion Citizens." Climate Emergency Declaration (May 2023).
- 113 Programme des Nations unies pour l'environnement. "Cities and Regions Pledges Pipeline".
- 113 UK Ministry of Housing, Communities and Local Government. "The English Indices of Deprivation 2019," (2019).
- 115 FAO, et al. "Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain."
- 116 Swensson, Luana F. J., Danny Hunter, Sergio Schneider, Florence Tartanac. "Public Food Procurement as a Game Changer for Food System Transformation." The Lancet Planetary Health 5, n. 8 (aout 2021) : e495-96.
- 117 Patel, Raj. "A Democratic Alternative to True Cost Pricing," Nature Food 2, no.9 (2021) : 632-4.
- 118 Waste and Resources Action Programme (WRAP). "Food Loss and Waste: From commitments to action," (2022).
- 119 Dora, Manoj, Shreyasee Biswas, Sonal Choudhary, Rakesh Nayak, et Zahir Irani. "A System-Wide Interdisciplinary Conceptual Framework for Food Loss and Waste Mitigation Strategies in the Supply Chain."
- 120 IPES-Food, "De l'Uniformité et la Diversité."
- 121 IPES-Food. "Qui fait pencher la balance? L'influence croissante des grandes entreprises dans la gouvernance des systèmes alimentaires et comment la contrer," (2023).
- 122 IPES-Food. "What makes urban food policy happen? Insights from five case studies," (2017).
- 123 Enquête auprès des signataires de la déclaration de Glasgow, février 2023.
- 124 Initiative for Climate Action Transparency (ICAT). Non-State and Subnational Action Guide: Integrating the Impact of Non-State and Subnational Mitigation Actions into National Greenhouse Gas Projections, Targets and Planning. K. Lütkehermöller, C. Elliott and N. Singh, eds. World Resources Institute & ICAT (2020).
- 125 Comité européen des régions, "EU Green Deal: from local to global," (2021).
- 126 Vener, James, Maria Eugenia Di Paola, Carolina Robles, Nuria Zanzottera, Sladjana Bundalo, Raduska Cupac, Pinreak Suos, et al. Climate Action from the Ground Up: Supporting Cities and Local and Regional Governments to Achieve the Paris Agreement, United Nations Development Programme UNDP (2022).
- 127 Plescia-Boyd, Anya. Enhancing Nationally Determined Contributions through Urban Climate Action. UN-Habitat (2020).
- 128 Chappell, M. Jahi. Beginning to End Hunger: Food and the Environment in Belo Horizonte, Brazil, and Beyond. Univ of California Press, (2018).
- 129 Khadse, Ashlesha, and Peter M. Rosset. "Zero Budget Natural Farming in India – from Inception to Institutionalization." Agroecology and Sustainable Food Systems 43, n. 7-8 (2019) : pp. 848-871.
- 130 GIST Impact. Natural Farming Through a Wide-Angle Lens: True Cost Accounting Study of Community Managed Natural Farming in Andhra Pradesh, India, (2023).

# DE L'ASSIETTE À LA PLANÈTE

## À PROPOS D'IPES-FOOD

Le groupe international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food) est un think tank et un groupe d'experts qui oriente l'action en faveur des systèmes alimentaires durables dans le monde entier. Réunissant 25 spécialistes et praticiens issus de divers domaines et régions du monde, IPES-Food mène des recherches, propose des recommandations politiques et plaide en faveur de systèmes alimentaires durables, équitables et sains dans le monde entier. Ancré dans la science et dans les réalités de ceux qui se trouvent en première ligne des crises de la faim et du climat, IPES-Food est depuis 2015 une voix de référence qui propose des solutions politiques et fédère des alliances pour répondre aux questions les plus urgentes en matière d'alimentation et d'agriculture. Le panel est coprésidé par Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, et Lim Li Ching, chercheuse principale au Third World Network.



[ipes-food.org](https://ipes-food.org)

 @IPESfood